

solidaire

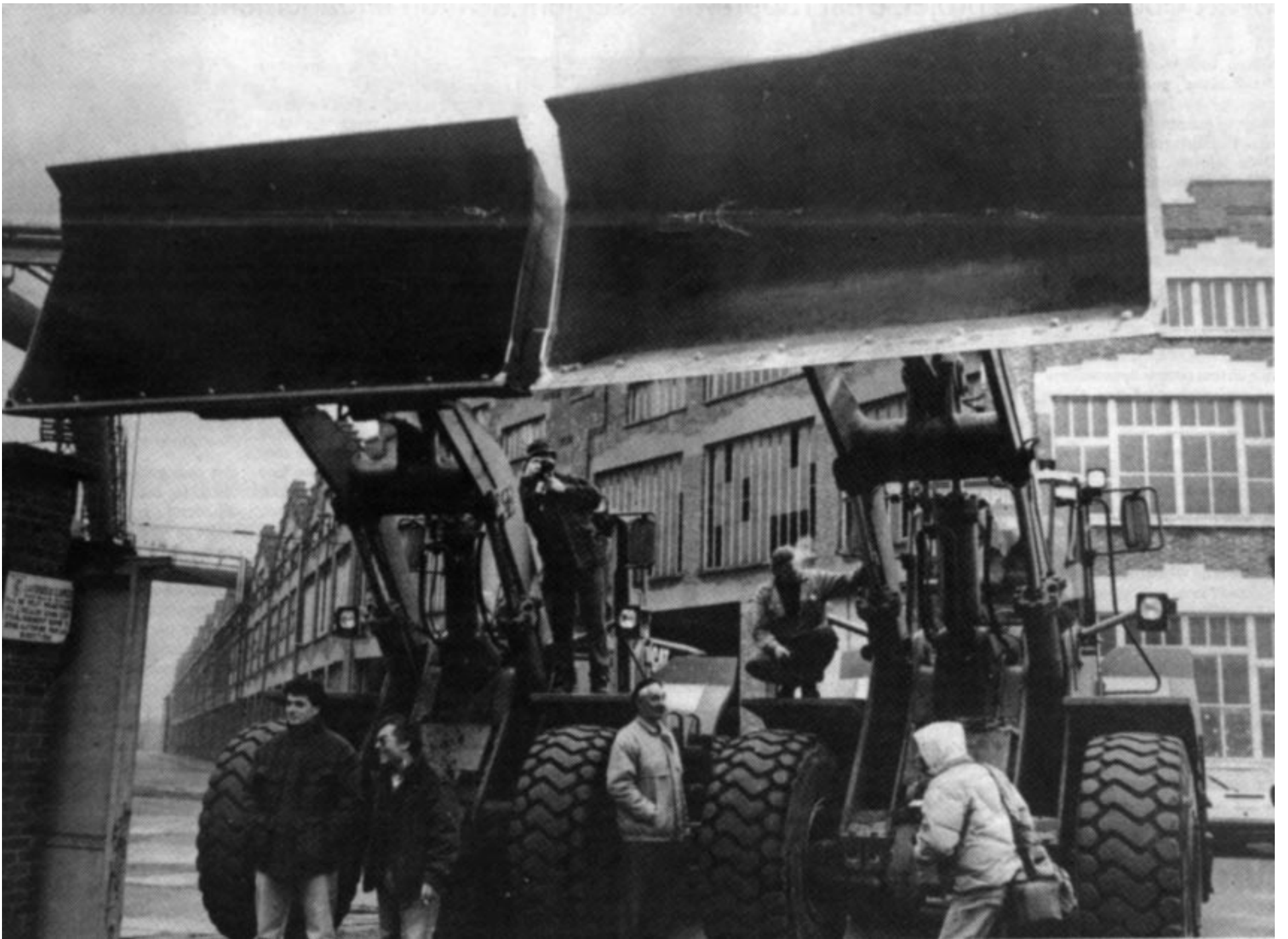
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 25 (1139) 12 juin 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

4, 8 & 9

Clabecq, c'est notre lutte à tous !



2 - 3

Médecine à Charleroi :
le PS ferme,
le PTB ouvre

10 - 11

Elsine, Ziouganov ?
Election russe
sans choix.

15

Ecolo et l'école :
33 pistes, aucune
ne mène à l'argent



Une dixième maison pour Médecine pour le Peuple

Une nouvelle maison médicale de Médecine pour le Peuple ouvre ses portes à Marcinelle, en banlieue de Charleroi. Elle comprend trois médecins et une équipe pour le secrétariat. Colette Moulaert est pédiatre et a travaillé pendant des années à l'hôpital Gailly. Danièle Dufour est gynécologue. Geert Goderis, jeune médecin, est venu à Charleroi pour mettre sur pied cette maison médicale. Pilar Casasramos est bénévole à la maison médicale. Ils nous racontent leur motivations à se lancer ensemble dans cette aventure.

La crémaillère est pendue à la maison médicale de Charleroi

Geert Goderis : «Ce projet, c'est l'approfondissement de mon engagement d'étudiant»

«Frans Van Acoleyen, président de Médecine pour le Peuple, m'a demandé en 1993 d'ouvrir une nouvelle maison médicale à Charleroi. J'étudiais encore à l'université de Louvain, la KUL. J'ai dû réfléchir sérieusement à sa proposition. Depuis ma jeunesse, je rêvais de partir dans le tiers monde comme médecin. Comme de nombreux jeunes, j'avais une image romantique de la lutte de libération dans des pays comme le Nicaragua. C'est alors qu'est venue la demande d'aller vivre à Charleroi. «C'est quand même la ville où tout est noir de poussière», me demandaient les gens. Qu'est devenu le romantisme ? Je devais surtout quitter mes amis de Louvain et tous les avantages d'une ville d'étudiants. Et bien sûr convaincre ma femme de m'accompagner. Elle ne parlait pas un mot de français et devait quitter son travail. Ce ne sont pas des décisions qu'on prend à la légère.»

La grève des cheminots : une riche expérience

«Heureusement, je disposais d'un certain délai de réflexion. Mes études terminées en juin 1993, je devais encore suivre une formation pendant deux ans.



L'équipe de Médecine pour le Peuple est prête à vous accueillir, rue de la Babboterie 87, à 6001 Marcinelle. Tél. : 071/47.64.96. Fax : 071/47.64.99.

Nous avons déménagé en août 1995. En avril 1996, j'ai ouvert les portes de mon cabinet. Colette et Danièle avaient déjà commencé. Pendant quelques mois, j'ai d'abord soutenu les cheminots dans leur lutte contre le plan

d'austérité dans leur entreprise. Pour travailler correctement comme intellectuel parmi le peuple, il faut d'abord connaître sa vie et ses luttes. La grève des cheminots m'a permis d'entrer en contact avec des travailleurs en lutte de manière

intensive. Ce fut une très riche expérience.

J'estime aujourd'hui qu'il n'est pas difficile de partager des idées révolutionnaires pendant les études; les revenus sont assurés par les parents. Mais la première et véritable épreuve vient au moment de prendre des responsabilités : assurer un revenu, s'occuper d'un enfant. Le choix se posait de manière évidente : est-ce que je choisis d'abord ma propre sécurité ? Ou alors je mets en pratique la devise "Servir le peuple" en acceptant la proposition.

Le parti, mais aussi le peuple avaient besoin de moi d'abord en Belgique, à Charleroi. Beaucoup de gens ne peuvent plus payer le ticket modérateur pour une consultation chez un généraliste. Une médecine gratuite pour le peuple, c'est plus que jamais nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. Comme médecin, on peut effectivement soigner la dépression d'un patient. Mais cela ne résoudra pas son problème de chômeur.

On ne peut pas s'en prendre individuellement à l'exploitation et aux fermetures. Ce sont pourtant les causes de nombreuses maladies et misères. On doit donc renverser ce système capitaliste. Le PS fait croire aux gens depuis cent ans qu'on peut améliorer le capitalisme. Mais sa politique jette



Geert Goderis, généraliste.

des pans entiers de la population dans la misère. Déménager à Charleroi signifie aussi : apporter notre propre pierre au renforcement du PTB, le parti de la révolution. Charleroi, c'est un bon terrain de travail. C'est une région en mouvement. Les gens ne se laissent pas faire, la lutte contre l'exploitation est active. Il existe aussi beaucoup de sympathie spontanée pour notre parti. Je l'ai constaté souvent lors de la grève des cheminots. Les possibilités pour construire notre parti sont énormes. Nous devons les saisir entièrement.»

Médecine gratuite, un luxe ?

Pilar Casasramos : «C'est un droit pour tout le monde !»

«Quand je me suis retrouvée au chômage début 1995, je me soignais chez un médecin indépendant. Au début, je continuais à aller chez lui, mais au bout de quelques mois, j'ai dû me rendre à l'évidence : les consultations étaient trop chères. Lorsque j'étais malade, j'attendais que ça passe, je me soignais comme je pouvais. Un jour, une militante

du PTB m'a dit qu'il existait une maison médicale à Marchienne-au-Pont, avec des médecins progressistes. C'étaient en effet de bons médecins qui pratiquaient la médecine gratuite.

Mais quand Médecine Pour le Peuple a ouvert ses portes, j'ai changé, car je connaissais le PTB depuis des années. Le PTB offre

un avenir à l'ensemble des travailleurs, des chômeurs. Ses médecins s'inscrivent dans ce projet de société, ce qui fait la différence avec n'importe quel autre médecin. Je crois d'ailleurs que ce serait bien que tous les militants de Charleroi s'y fassent soigner. Sur le plan médical, j'y ai trouvé des médecins disponibles et compréhensifs qui prennent le

temps de vous écouter et qui prescrivent des médicaments appropriés sans vous ruiner.

J'ai aussi décidé de contribuer au développement de Médecine pour le Peuple en mettant mon temps libre à la disposition de la maison médicale. Il y a beaucoup de misère dans la région de Charleroi. Je contribue ainsi à

aider des personnes défavorisées en les accueillant à la maison médicale. J'estime également qu'on a droit à des soins de santé convenables même si l'on est pauvre. Les soins de santé doivent être gratuits afin que tout le monde puisse se faire soigner et ne pas devoir choisir un médicament plutôt qu'un autre par manque de moyens.»

«Une belle nuit pour une belle initiative»

Deux cent cinquante participants au bal d'ouverture

La nouvelle avait été annoncée dans Solidaire il y a quelques semaines. La dixième maison médicale du PTB ouvrait ses portes. Du moins officiellement, car elle avait déjà commencé ses consultations il y a quelques mois. L'ouverture fut un succès complet, au sens littéral. L'objectif fixé était cent cinquante inscriptions. Mais en deux semaines, deux cent

cinquante personnes se sont inscrites, dont cent les deux dernières semaines. Plus de la moitié s'étaient inscrits par téléphone ou par courrier. D'autres avaient accompagné des amis. Beaucoup de visages nouveaux et un public très jeune. Suite au succès, nous avons été quelque peu débordés à un moment. Heureusement, des dizaines de volontaires se sont présentés

pour donner un coup de main. La fête s'est ainsi déroulée sans faille.

Près du Bois du Casier, ce n'est pas un hasard

Tout a commencé vers 18 heures par une visite guidée de la maison médicale. Dans son discours

d'ouverture, Colette Moulaert a souligné le caractère symbolique du lieu : «Ce n'est pas un hasard si nous avons choisi ce lieu. A proximité du "Bois du Casier", symbole de la résistance communiste aux nazis, mais aussi symbole de la souffrance des ouvriers. Plus de 262 mineurs sont mort ici à cause du manque d'entretien des mines.» Après le baptême de la maison au moussoux,

nous nous sommes rendus à la salle de fête. Après les apéritifs, le barbecue et le dessert, nous avons pu dépenser les calories en dansant sur le rythmes du DJ. Les réactions étaient unanimes : «Une très belle fête». Ce succès est important pour Médecine pour le Peuple, car il montre que notre initiative est appréciée et qu'elle offre de nombreuses possibilités.



Deux cent cinquante personnes pour une fête enthousiasmante. La dixième maison médicale du PTB démarre sur les chapeaux de roue !



Colette Moulaert : «Nous sommes près du "Bois du Casier", symbole de la résistance communiste aux nazis, mais aussi symbole de la souffrance des ouvriers. Plus de 262 mineurs sont mort ici à cause du manque d'entretien des mines.»

Colette Moulaert, pédiatre : «A Charleroi, le PS ferme l'institut Gailly et le PTB ouvre une nouvelle maison médicale»

«La fermeture de l'institut Gailly, hôpital social créé par et pour les ouvriers il y a 50 ans, fut le détonateur. En janvier 1995, le PS a décidé de fermer ce joyau de la médecine ouvrière dans le cadre du démantèlement de la Sécurité sociale.

Dans le service de pédiatrie, nous avons accueilli pendant des dizaines d'années des enfants malades mais aussi la détresse humaine : enfants hospitalisés parce qu'il n'y avait plus de chauffage, familles au bout du rouleau à risque de maltraitance. La fermeture du service a laissé ces familles seules. Face à cette trahison du PS, avec le PTB et Médecine pour le Peuple, nous avons réagi en ouvrant la maison médicale de Marcinelle.

Il fallait aider ces familles non seulement médicalement mais en agissant sur les causes des problèmes.

La mort de Hilde Vanobberghen fut un défi supplémentaire : médecin à Malines disponible pour ses patients, participant à la lutte des travailleurs ici et la lutte de libération dans le tiers monde, cadre du PTB mettant toujours en



Colette Moulaert, pédiatre.

avant l'intérêt de l'organisation et de la lutte pour une société juste où les enfants n'auraient plus jamais faim.

En février 1995, un mois avant sa mort, elle me disait : «Colette, tu te souviens, j'ai fait un stage à Marcinelle comme étudiante, je connais les problèmes des gens et la nécessité de renforcer le parti pour y répondre; si cela se peut, je viendrais bien à Charleroi.»



Danièle Dufour, gynécologue.

Hilde n'a pas pu le faire mais c'est dans son esprit que nous travaillons.»

Danièle Dufour: «Soigner ceux qui n'ont plus accès à la médecine privée»

«J'ai choisi de travailler à la maison

médicale, pour soigner ceux qui n'ont plus accès à la médecine que je pratique en privé, en polyclinique ou à l'hôpital.

En effet, le coût des soins de santé a énormément augmenté ces dernières années. Le résultat : beaucoup n'ont plus les moyens de se soigner. Il y a un an, je travaillais aussi dans une consultation prénatale de l'ONE. Les patientes appartenaient principalement au quart monde ou à l'immigration turque et marocaine. Chaque consultation était une aventure; la compréhension mutuelle n'était pas gagnée d'avance et cela prenait du temps. Cette consultation a été supprimée sous prétexte que nous n'étions pas rentables, que nous n'atteignons pas les quotas. Les quotas ont-ils un sens quand il s'agit de l'intégration de personnes marginalisées ? Je travaille aussi à SIDA-MST Charleroi (agence locale de la Communauté française, chargée de la prévention du Sida). On continue à dire que chacun est menacé. C'est vrai, mais les risques sont plus grands pour certains. Ce sont les exclus qui courent le plus de risques d'attraper le Sida; que la marginalisation soit due à la

clandestinité, à l'endettement, au rejet (la drogue et l'homosexualité). Or les moyens donnés pour la prévention des plus menacés sont dérisoires. Le seul moyen véritable d'aider les marginaux à diminuer les risques consiste à attaquer les causes de la marginalisation : supprimer la clandestinité par l'ouverture des frontières, médecine gratuite pour tous, logement social en quantité suffisante, chercher et trouver les moyens d'une intégration réelle des homosexuels, des drogués, des prostituées.

J'ai mille raisons de travailler à Médecine pour le Peuple, seul lieu à m'offrir actuellement des perspectives d'avenir réelles. Dans les autres lieux de travail, je fais «le mieux possible dans le contexte actuel» et j'ai souvent l'impression que c'est dérisoire et surtout que, comme une peau de chagrin, je pourrais faire de moins en moins dans la conjoncture actuelle. Le secteur social s'effrite sous mes yeux et de plus en plus de personnes sont en situation précaire. Médecine pour le Peuple, c'est pour moi le seul moyen d'en sortir !»

EDITORIAL

*Clabecq
doit vaincre !*

Baudoin Deckers

Exaspérés par des mois d'incertitude, les travailleurs de Clabecq sont partis en grève. En décembre, les patrons et leur gouvernement PS-PSC décidaient de fermer les Forges, sans oser le dire. Ils craignaient que, Clabecq rejoignant les profs dans la lutte, le feu s'étende à tous les travailleurs !

Le Contrat d'avenir exige que les travailleurs payent pour l'emploi. Clabecq démontre la supercherie. En 1992, Spitaels (PS) imposait à ses travailleurs une modération de 10%, "en échange du maintien de l'entreprise". Ce même PS tente aujourd'hui de faire avaler aux travailleurs la fermeture de leur entreprise ! Le gouvernement invoque l'Europe. Mais cette Europe du grand capital veut fermer soixante Clabecq !

Clabecq montre fort bien à quoi sert le Parti soi-disant Socialiste: à imposer le réalisme patronal, à saboter la lutte anticapitaliste et révolutionnaire. En commandant l'étude Laplace, puis le plan Gandois, le PS donnait l'impression de "faire l'impossible pour sauver Clabecq". Son but : traîner jusqu'aux vacances, diviser les travailleurs et casser la lutte par des illusions de sauvetage partiel. Mais comme au début, Collignon ne «veut soutenir une solution que si elle est industriellement réaliste, financièrement raisonnable et légalement admise par les autorités européennes» (Le Soir, 8 juin).

En clair : est réaliste pour le PS ce qui l'est pour les patrons et le grand capital européen. Peu importe la misère dans laquelle des milliers de familles et toute une région seront plongées. Le PS se vante d'avoir obtenu des subsides européens pour le Hainaut et Liège. Inouï : d'abord, il plonge les régions qu'il gouverne dans la misère; ensuite, il se vante de leur obtenir des aumônes. Il réserve le même sort au Brabant wallon ! En d'autres termes: le PS protège les patrons, trompe les travailleurs et distribue la soupe populaire.

Le vrai socialisme, c'est de mettre fin à la propriété privée des usines et au pouvoir de la classe des patrons. Il manque des millions de tonnes d'acier dans le monde, ne fut-ce que pour canaliser l'eau potable vers les villages reculés. Seule une économie planifiée, basée sur la propriété collective des moyens de production et le pouvoir ouvrier, peut servir les travailleurs. Exactement l'opposé du projet PS.

"Ils poussent les travailleurs à la révolte sociale": entend-on de plus en plus à Clabecq. Le capitalisme est sans pitié pour les travailleurs. Pourquoi les travailleurs auraient-ils pitié du capitalisme ? Les travailleurs des Forges osent opposer à la violence destructrice des patrons, leur violence de masse. La voie à suivre par tous !

La solidarité s'impose. Aider Clabecq à gagner, c'est déjà riposter au gouvernement. Pendant les vacances, ils maintiendront le feu de la résistance à Dehaene et au PS. Renforçant ainsi les possibilités pour les autres de les rejoindre aussitôt.

15 jours de suspension pour le dr Lieve Dehaes

25 ans de médecine gratuite, 25 ans de lutte contre l'Ordre

Lieve Dehaes, médecin PTB à Seraing a été suspendue fin 1994 par l'Ordre des Médecins pour sa participation à l'enquête de Test-Achats sur la qualité des labos. La Cour de Cassation vient de confirmer la suspension de 15 jours au 16 juin. Médecine pour le Peuple va passer outre.

Johan Vandepaer

Avec 18 autres médecins, Lieve Dehaes a participé à une enquête de Test-Achats sur la qualité des laboratoires médicaux. Les prises de sang venant de Test-Achats avaient été transférées par des médecins vers des laboratoires sans les avertir de l'enquête. Un véritable contrôle, pour une fois dans l'autre sens. L'enquête avait démontré que seul un laboratoire sur quatre répondait pleinement aux normes de Test-Achats.

Médecine pour le Peuple est indignée de la sanction et exige qu'elle soit annulée. Personne n'a été lésé et participer à une enquête sur la qualité des soins est une action tout à fait favorable aux patients. L'Ordre a préféré protéger les intérêts des labos et sanctionner un médecin qui veut servir les intérêts des patients.



Lieve Dehaes, soutenue par des patients et des délégations de toutes les maisons médicales de Médecine pour le Peuple, lors du premier jugement de l'Ordre des médecins dans l'affaire de Test Achats, en 1994.

Son plus grand "crime" : son engagement communiste

Des 19 médecins qui ont participé à l'enquête, elle est la seule à être suspendue. Pourquoi deux poids, deux mesures ?

A cause de son engagement comme médecin communiste : sa pratique d'une médecine gratuite, son engagement consécutif au service du peuple, son salaire équivalent à celui d'une ouvrière. Comme tous les médecins de Médecine pour le Peuple, Lieve se bat avec vous

pour le refinancement des services publics et de la Sécurité sociale. Elle rejette cette société qui crée la misère (au nom de la compétitivité : plus pour les capitalistes et moins pour vous) et pour une société vraiment socialiste qui part des besoins des travailleurs.

Vous pouvez donner un coup de main...

Médecine pour le Peuple prépare l'occupation de la maison médicale, du 17 au 29 juin. Les délégations de patients et de syndicalistes sont particulièrement les bienvenues. Des animations sont prévues les

soirées des mardis 18 et 25 juin et des jeudis 21 et 27 à 20 h. Des matches de foot seront organisés les samedis 22 et 29 juin et un barbecue le samedi 29 juin à 19h. Une conférence de presse aura lieu le lundi 17 juin à 10h30, à la maison médicale de Seraing.

Donnez un coup de téléphone pour prévenir de votre arrivée. Médecine pour le Peuple vous propose aussi de faire circuler et signer la motion de soutien par votre délégation.

Pour toute suggestion, renseignement : Médecine pour le Peuple, rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing. Tél. : 041/37 70 41, fax : 041/37 79 09.

Motion de soutien

Contre la suspension du Dr. Dehaes par l'Ordre des Médecins

Nous exigeons le retrait de la suspension du 16 au 30 juin 1996 du Dr. Lieve Dehaes de Médecine pour le Peuple, par l'Ordre des Médecins (confirmée par la Cour de Cassation le 10 mai 1996), ainsi que toute condamnation envers les médecins qui ont participé à l'enquête de Test Achats sur les laboratoires d'analyses médicales ou pour des raisons de non-paiement de cotisations.

Nous estimons que cette condamnation est inspirée par l'engagement social (à Médecine pour le Peuple) et politique (au PTB) du Dr Dehaes — diamétralement opposé à la philosophie de l'ordre.

Les soussignés tiennent à exprimer leur appréciation pour l'engagement des 37 médecins de Médecine pour le

Peuple : depuis 25 ans, ils dispensent non seulement une "médecine gratuite" à leurs patients, mais ils se battent contre l'Ordre des Médecins, pour le droit à des soins gratuits et contre les tickets modérateurs.

Nous sommes conscients de l'importance énorme de la Sécurité sociale pour les travailleurs. La réalisation de "25 ans de Médecine gratuite pour le Peuple" représente bien plus qu'un avantage pour les patients. Le patronat met la cotisation "patronale" en cause. Le gouvernement assainit de plus en plus la Sécurité et les soins de santé, afin d'atteindre la norme de Maastricht et pour satisfaire à la "position concurrentielle" des entreprises.

Les tickets modérateurs, médi-

caments et opérations coûteux font partie d'une politique budgétaire dans l'intérêt du grand patronat, de la haute finance, des médecins fortunés et de l'industrie médico-technique. Nous sommes pour la

suppression de l'Ordre des Médecins et son remplacement par un Conseil Supérieur d'Ethique Médicale. Le pouvoir disciplinaire de l'Ordre doit être transféré aux tribunaux ordinaires.

Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Commune : _____
 Tél : Fax : _____
 Organisation : _____ Fonction : _____
 Mon nom peut être publié oui non
 Signature : _____

Soutien financier : Compte 001-2455676-03 de Médecine pour le Peuple-ASBL National, Groenplein 19, 9060 Zelzate. Renvoyez la motion à Médecine pour le Peuple, rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing.

FN-Herstal : employés en grève...

Jeudi 6 juin, une équipe de la cellule communale et de la maison médicale d'Herstal s'est rendue au piquet de grève de la FNNH. On n'avait plus vu cela de longue date : un gros piquet d'employés devant les grilles de l'usine.

La direction veut liquider 397 des 1.440 membres du personnel. Dont 250 ouvriers, 121 employés et 26 cadres. Il s'agit de la XIème restructuration. L'usine comptait dix mille travailleurs au début des années 80. Actuellement, la délégation ouvrière semble prête à discuter la diminution d'emplois par le régime des prépensions. Les employés, eux, ont décidé de faire grève contre tout licenciement en 1996. Et ce pour une durée illimitée.

Pour les ouvriers et les employés, la vraie question est : se bat-on pour maintenir l'emploi ou accepte-t-on sa diminution via la prépension ? Car une prépension sans remplacement par un jeune, c'est bel et bien une perte d'emploi.

...pour l'emploi

On comprend les travailleurs qui aspirent à la pré-retraite. Poussés à bout par des conditions de travail et des cadences incroyables. Mais peut-on accepter de nouvelles pertes d'emplois ?

Vivre dans cette société qui n'offre plus de possibilités d'emplois, devient intenable. Si on accepte ces départs, les cadences deviendront encore plus infernales pour ceux qui resteront, la flexibilité augmentera...

La prépension n'est pas envisageable pour les travailleurs qui ont encore des enfants aux études. Accepter de diminuer l'emploi, c'est accepter l'aggravation de la misère. Les ouvriers et les employés doivent constituer un front de refus contre les pertes d'emplois. (D. O.)



Sfura devra être opéré. Il ne faisait qu'observer...

Violences de flics

Plusieurs blessés quartier Saint Léonard à Liège

Vendredi soir, fin de braderie rue St-Léonard. On bavarde paisiblement aux terrasses... 22 h 30, des policiers demandent de dégager la rue : «La braderie finit à 22 h»...

Stef Vanthuynne

Personne n'est au courant. Des responsables du Carlo Lévi (café du Front Antifasciste) indiquent que les autres années, la fête continuait plus tard. Rien ne se passe...

23 heures, plusieurs camionnettes de police foncent directement vers le café africain. Il n'y a plus de terrasse là. Les flics s'énervent. Au Carlo Lévi, José essaye de discuter. Franco et Maurice commencent à rentrer les tables. Geste d'apaisement immédiatement réprimé avec fureur. José se retrouve par terre, Franco reçoit du gaz lacrymogène dans la figure et Maurice plusieurs coups de matraques. Déchaînés, les flics cassent les verres, renversent les tables. A l'intérieur du café "El Meson", la cuisinière reçoit

plusieurs coups de matraque au visage. Plus loin, Christian Sgura, qui travaille au "Building" observe... Quatre policiers de la brigade anti-banditisme lui déboitent délibérément le pouce droit : «C'est bien pour ta pomme, petit connard». Evacué à l'hôpital, ainsi qu'une jeune fille. Pouce luxé, ligaments complètement déchirés, au moins un mois d'incapacité et sans doute opération.

Le lendemain, le quartier se mobilise. On demande de l'aide au centre d'action du PTB, nouvellement installé. Médecine pour le Peuple organise une consultation au Carlo Lévi. Quinze constats de coups et blessures. L'après-midi, réunion pour riposter. Deux blessés ont déjà porté plainte. Après les affiches des partis fascistes sur "l'insécurité dans les villes",

Dehousse, bourgmestre PS de Liège, a promis "plus de sécurité" aux Liégeois. Mais, après la manif étudiante violemment réprimée le 28 novembre, le comité de la Trémie s'est organisé pour dénoncer la violence policière et défendre (avec médecins et avocats) toutes les victimes de la gendarmerie et la police. Ce week-end aussi, à Arlon, un jeune a été froidement abattu par les policiers. Tout ceci montre la nécessité de s'organiser contre un Etat de plus en plus autoritaire. A la réunion, Jean-Paul Brilmarker, président du Carlo Lévi, a dit : «Une société basée sur l'injustice ne peut qu'augmenter la répression. A la longue, même les rassemblements spontanés, comme cette fête, deviennent dangereux »

Pour aider cette lutte, contactez : Carlo Lévi 041 / 27.59.59, Centre d'action du PTB-Liège 041 / 28.09.49. ou Comité de la Trémie 041 / 64.73.33.

Onkelinx au rapport chez les patrons

Action de protestation jeudi devant la Banque Nationale

Peter Mertens

En 1989, la Table Ronde européenne des industriels, qui réunit les plus grands patrons de l'Europe, a publié ses orientations pour l'enseignement (1). Parmi celles-ci figurait une réforme en profondeur de l'enseignement secondaire : fusions, autonomie et enveloppes budgétaires. Aujourd'hui, sept ans plus tard, les patrons veulent examiner dans quelle mesure la Belgique a suivi leurs instructions. A cet effet, la Fondation de l'Entreprise, organisation patronale créée en 1995, tient un colloque dans les locaux de la Banque Nationale et elle a invité Laurette Onke-

linx, qui pourra y présenter ses réformes avec fierté.

La Fondation de l'Entreprise est présidée par André Leysen, patron d'Afga-Gevaert et ancien membre de la Hitler-Jugend. Dans son Bureau, figurent Jules Ackermans (VW), Karel Boone (FEB), Dominique Collinet (Union Wallonne des Entreprises, UWE), Johan De Muynck (patrons flamands) et Ph. de Buck van Overstraeten (Fabrimetal). Plus Michel Hahn, ancien président de l'UWE, qui a déclaré : «L'Union wallonne ne s'est pas contentée de critiquer. Moi-même je suis allé voir comment on faisait en Allemagne. J'ai examiné là-bas le système 'dual'

datant de 1938. Je crois qu'il y a là une solution. Les élèves vont deux ou trois jours par semaine en entreprise. Les autres jours, on explique ce qu'ils ont vu.» (2) Michel Hahn veut retourner au système introduit par les nazis en 1938 pour impliquer complètement l'enseignement dans la production (de guerre). C'est aussi le but de ce colloque : «Quels modes de relation et d'échange devons-nous promouvoir entre l'enseignement et l'entreprise ?» demande l'invitation.

Laurette Onkelinx, qui doit se protéger du peuple par des parapluies et des conteneurs, sera certainement plus à l'aise en cette honorable compagnie.

Autres invités : Dehaene, J. Goossens (Belgacom), Davignon (Générale), Albert II (roi), J. Huyghebaert (Kredietbank)...

Vous avez le choix : participer soit au colloque au prix "social(-démocrate)" de 12.800 FB, soit aux actions des collectifs enseignants. Rendez-vous ce jeudi 13 à 8 heures du matin devant la Banque nationale, Rue Montagne aux Herbes Potagères 61 à Bruxelles.

(1) Education et compétence en Europe. Etude de la Table Ronde Européenne sur l'éducation et la formation en Europe, février 1989. (2) La Wallonie, 13.11.95.

EN BREF

Jean Guy critique sévèrement...

«Le peuple de gauche, écrit Jean Guy, rédacteur en chef du quotidien PS Le Peuple, ne se reconnaît plus dans ses dirigeants, et en tout cas pas quand le Parti socialiste est au pouvoir. Il est impensable que le sommet n'ait pas entendu grogner la base : les syndicats, les enseignants, les exclus. Mais la seule préoccupation de Busquin est de renouveler sa légitimité.» (1) Jean Guy, rédacteur en chef du quotidien PS Le Peuple, sanctionné par son parti, surtout pour avoir soutenu la lutte des profs, persiste dans ses critiques. Malgré les intimidations : le PS menacerait même de couper les subsides publics de son journal.

...le Parti Socialiste

Selon Jean Guy (voir ci-dessus), «ceux qui ont grogné et chahuté au 1er Mai, ce sont les vrais militants : la colonne vertébrale du parti. Le PS a organisé l'an passé toute une représentation autour du film "Germinal", et après cette célébration "Maison du peuple" il a approuvé le plan de crise du gouvernement. L'argument "ce serait pire avec les autres" n'apparaît plus crédible. Le militant PS moyen constate que ses ministres réalisent les privatisations, réclament les pouvoirs spéciaux, imposent des économies à l'enseignement. Quand je lis que Pierre Beaussart, président de l'Union Wallonne des Entreprises) chante les louanges du PS, alors je suis fixé.» (KM)

Parlement wallon aux oubliettes

La Région wallonne a renoncé à construire un nouveau bâtiment pour son parlement à Namur. Une victoire inattendue des travailleurs. Commentaire de "Vers l'Avenir" (7 juin) : «Depuis plusieurs années, les parlementaires wallons expliquent qu'ils leur faut absolument un nouveau bâtiment, qu'aucun immeuble existant à Namur ne peut convenir, que l'indispensable bon fonctionnement d'une institution démocratique fondamentale exige une telle construction, que ce n'est donc pas une dépense de prestige ou de fantaisie. Ils ajoutent que la nation wallonne disposera ainsi d'un symbole, et que cela est bon. De cette idée, ils avaient convaincu l'ensemble des partis et des groupes de pression. Ceux qui la contestaient (dont le PTB, ndlr) étaient considérés comme des marginaux peu réfléchis. Et puis soudain, ces parlementaires constatent que, finalement, ils n'ont plus besoin de tout ça.»

Justice "rapide" = injustice

Le 28 mai, Mustapha Jarnija comparait pour la troisième fois devant le tribunal de Louvain. Accusé d'avoir, lors d'une manif contre les étudiants fascistes du NSV, jeté un verre en direction d'un gendarme. A l'audience, il est apparu impossible que Mustapha ait commis cet acte. Selon le P-V des gendarmes, il a été amené à la caserne à 20 h 45. Or le verre a été jeté à 20 h 50. Le plus grave, c'est qu'il a été cité sur base d'une procédure accélérée comme si l'accusation était déjà établie. En plus, le ministère public exigeait six mois de prison et cent mille francs d'amende ! Aussi trente antifascistes se sont rassemblés à l'audience de Louvain. Jugement le 25 juin. Le mouvement "Louvain sans Fascisme" diffuse une pétition de soutien. Disponible chez T. Van de Sande, De Bayotstraat, 71, 3000 Leuven. Messages de solidarité bienvenus. (P.V.)

(1) De Standaard, 7 juin

Démasquons les fables du Parti socialiste !

Tous à la manifestation nationale des enseignants mercredi à Bruxelles

Les syndicats ont décidé de suspendre la grève. Les actions continuent et le front commun prépare une rentrée chaude. Mercredi, après la manifestation de Bruxelles, ils vont se réunir pour décider d'actions futures. Les bureaux d'Onkelinx, Van Cau et Grafé ont directement lancé une campagne de désinformation.

Peter Mertens

La coalition social-démocrate claironne sur tous les toits que nous sommes au bout du tunnel. Le budget 1996 de la Communauté française est atteint et de là, nous allons entrer dans une période calme.

Van Cau (PS) ouvre la pièce : «On voit le bout du tunnel» (1). Grafé (PSC) lui donne la réplique : «Il n'y a pas besoin de grève à la rentrée». Enfin, pour rassurer les derniers sceptiques, la ministre présidente Onkelinx (PS) déclare : «Comme vous pouvez le constater, aucune nouvelle mesure relative à l'enseignement n'a été prise.» (2) «Tout semble réglé», ronronne La Meuse (2). Si on en croit les socialistes, les sept années d'opulence sont arrivées et il n'y a plus aucune raison de reprendre les actions.

La fin du tunnel du PS est le début de celui des enseignants

La fin du tunnel de la social-démocratie est le début de celui du monde enseignant. Les mesures socialistes seront d'application le premier septembre : école mammoth suite aux fusions, avec plus de quarante élèves par classe. «C'est un volcan social», annonce Manchon (CGSP).

Dans l'enseignement supérieur, le ministre n'augmentera pas le minerval. Mais la porte reste ouverte aux écoles qui voudraient «adapter» leur minerval. Celles-ci feront la sale besogne. Grafé

emploie le minerval comme un bouc émissaire pour cacher le fond de son décret : l'autonomie financière (lire «euthanasie financière»), qui provoque déjà des catastrophes en Flandre.

Ensuite, Onkelinx clame triomphalement que les 2.040 professeurs partiront «naturellement». Incroyable. La dame de fer a-t-elle oublié que les profs mènent des actions depuis quatre mois pour maintenir l'encadrement ? Ne sait-elle pas que derrière ces 2.040 départs «naturels», 3.000 postes vont définitivement sauter ? Ne se souvient-elle pas que l'école secondaire va perdre 7.850 emplois entre 1994 et 1997, soit 18 % de l'effectif ? L'euphorie d'Onkelinx masque mal les pertes massives d'emploi. Même sa promesse — plus un seul emploi touché — est mensonge. Les fusions et la diminution des normes d'encadrement coûteront encore 3.000 jobs. Non, vous ne devez pas croire les socialistes et ils nous donnent une nouvelle raison de reprendre les actions pour démasquer leur campagne de désinformation.

La fable du PS, "parti du peuple"

La machine d'Onkelinx et Van Cau tourne à plein régime à l'approche du congrès du PS. Cela montre la peur des socialistes, qui veulent créer à tout prix une atmosphère «peace and love». Ils racontent à leurs militants la fable du PS et du Peuple : oui, c'était dur, mais nous sommes de nouveau



Le PS veut à tout prix casser la grève de septembre. «Nous sommes de nouveau votre parti, le parti du peuple», racontent ces menteurs. Depuis février, le PS a nié, blâmé et dénigré 180.000 manifestants.

Le PS a nié, blâmé et dénigré 180.000 manifestants. Pas besoin d'être prof d'histoire ou d'économie pour démasquer ces mensonges. Depuis février, le PS a nié, blâmé et dénigré 180.000 manifestants.

Le PTB, appelle à soutenir toutes les actions qui démasquent le PS. Vendredi dernier, plus de cent jeunes et enseignants se sont rassemblés devant le cabinet Onkelinx. Le 12 juin, une nouvelle grande manifestation aura lieu à Bruxelles. Jeudi, une action de protestation est prévue contre le rassemblement des super-patrons devant lesquels Onkelinx et Dehaene vont parler. Puis auront lieu les actions multiples lors du congrès du PS, le 27 juin. Si la nouvelle chanson du PS a pour titre : «En arrière et tout oublier», les profs et jeunes répondent «En avant et n'oublions rien», pour le retrait du décret, pour le refinan-

ment de l'enseignement et pour une autre société, une vraie démocratie populaire.

Manifestation nationale en front commun, mercredi 12 juin à Bruxelles

Départ : 15h30, Square de Meeus (Luxembourg, près de la gare Quartier-Léopold). Ouvriers, venez-y avec vos revendications contre le gouvernement.

1. Le Peuple, 6 juin 1996. 2. La Meuse, 6 juin 1996

Jean-Marie Ansciaux soutient Clabecq en lutte

Jean-Marie Ansciaux (CGSP-Enseignement) était à la manif de Clabecq à Namur. Il nous a confié : «J'ai voulu par ma présence exprimer le soutien aux travailleurs de Clabecq. Je ne fais que leur rendre la solidarité qu'eux nous témoignent depuis des mois en participant réguli-

rement à nos manifestations. Nous ne devons pas marcher dans la stratégie patronale de diviser les gens en leur donnant l'impression de pouvoir garder leur emploi au détriment des autres. Il faut essayer de recréer la solidarité au sein du monde du travail.»

Le PS a hurlé le retour du coeur; logique qu'on critique

Robert Manchon, CGSP-Enseignement Bruxelles, interviewé par Le Soir

Robert Manchon, secrétaire général de la CGSP-Enseignement de Bruxelles et du Brabant, a donné un remarquable interview au journal *Le Soir* le 5 juin. Nous en re prenons des extraits.

Les mesures ont été votées de façon démocratique ?

Robert Manchon. Non ! Je n'ai pas un compte exact, mais si l'on additionne toutes les manifestations, 180.000 personnes auront manifesté depuis février. Dans ces conditions, vit-on en démocratie ? C'est la démocratie que d'écouter ce que les gens disent. Et quand 180.000 personnes manifestent

pendant quatre mois, on n'entend rien, rien, rien !

(A Bruxelles) les restructurations vont surtout toucher Saint-Gilles, Molenbeek, etc. Outre le délit de sale gueule et le fait de n'avoir aucun espoir de boulot, les jeunes vont bientôt se rendre compte aussi qu'ils n'ont plus d'école. Que vont-ils faire ? Rester en rue.

Sur quels thèmes les syndicats vont-ils remobiliser en septembre ?

Robert Manchon. Sur l'application des décrets et sur ce qu'ils vont nous «coller» pendant l'été. Au niveau intersectoriel : sur la remise

en cause des pensions du service public. Sur le plan interprofessionnel : sur l'emploi, sur les pouvoirs spéciaux, etc. Les enseignants ne pourraient pas ne pas s'inscrire dans un débat de société comme la remise en cause de la Sécurité sociale.

Les manifestations s'en sont particulièrement pris au PS.

Robert Manchon. Le PSC a toujours mené une politique de droite. On ne s'étonne pas s'il amplifie ce qu'il fait depuis 40 ans. Le PS a hurlé le retour du coeur. Il est logique que l'on s'en prenne à ceux qui prétendent faire une

politique de gauche et qui ne la font pas. La CGSP a annoncé depuis longtemps que le PS n'était plus son relais politique. Les socialistes se sont enfermés dans leurs certitudes. Je leur fais un procès d'intention : ils ont fait le calcul de ce que leur politique pouvait leur coûter en voix et ils ont jugé que le jeu en valait la chandelle.

Moi, je ne prends plus de pincettes avec ces personnes-là.

L'extrême gauche empêche le monde politisé, policé, de dormir sur ses deux oreilles. Si elle se développe, c'est parce qu'il n'y a plus de gauche et que les gens sont

déboussolés. Et je préfère ça à l'extrême droite. On met aussi trop en exergue les dix allumeurs dans les manifestations. Cela dit, plus personne ne s'étonne de trouver, ici, à Bruxelles, un cheval de frise à chaque coin de rue. Cela fait partie du paysage urbain.

Comment expliquez-vous ces manifestations systématiquement houleuses ?

Robert Manchon. Ici, c'est un mur. Du coup, les gens se radicalisent. Il n'y a aucun dialogue possible. Même pour les syndicalistes pendant les négociations.

La loi-cadre attaque les conventions de demain

La loi-cadre bride les revendications syndicales

Dans les secteurs et les entreprises, les délégués préparent les conventions collectives. Restera-t-il quelque chose à revendiquer ? On en décide cette semaine à Bruxelles : la loi-cadre du Plan d'avenir passe au parlement...

Kris Hertogen

Le point central de cette loi est l'instauration d'une norme salariale. L'augmentation nominale des salaires ne pourra pas excéder celle en vigueur dans les trois principaux pays voisins. Mais quelle marge subsistera-t-il après déduction de l'indexation salariale ? Les conventions collectives allemandes prévoient à peine 2 % d'augmentation salariale, maintien du pouvoir d'achat compris. Mais supposons que les travailleurs en Belgique parviennent tout de même à arracher une hausse salariale pour 97 et 98. Si les salaires allemands augmentent moins que prévu, les travailleurs belges perdront leur augmentation, même si elle est inscrite dans la convention et s'ils ont mené la grève pour l'obtenir ! Ce sera le résultat des mécanismes mis en place par la loi-cadre. La seule manière d'échapper à la norme salariale sera la participation aux bénéfices. La loi-cadre place les délégués, qui s'y opposent sur base de principes syndicaux corrects, dans une situation difficile.

Mais nous, observe un délégué, nous optons pour une réduction du temps de travail en solidarité avec les chômeurs. Est-ce possible hors norme

salariale, comme l'exige la FGTB ? La loi-cadre répond explicitement par la négative : «Les conventions collectives de travail peuvent se rapporter tant aux salaires qu'aux conditions de travail, pour autant que l'évolution du coût salarial résultant de ces éléments se situe en deçà de la marge.» Si cette marge est de 1 % par an, vous pourrez au maximum obtenir 2 % de réduction du temps de travail avec maintien du salaire. S'ils veulent davantage, les travailleurs devront accepter de sacrifier une partie de leur salaire. Dans ce cas, les délégués devront négocier sur les sacrifices qu'ils auront à demander à leur base ! Ce faisant, ils risquent de s'attirer la colère des ouvriers.

Dans diverses entreprises, à l'occasion de la convention collective, les délégués veulent arracher un contrat fixe pour les temporaires. Mais le plan d'avenir lève tous les freins à l'embauche de temporaires. Dans la loi sur le travail temporaire, l'expression "augmentation exceptionnelle" du travail est remplacée par "augmentation temporaire" du travail. La loi-cadre accorde en outre au gouvernement des pouvoirs spéciaux pour prendre des mesures en faveur d'une



Si les délégués veulent préserver leur liberté de négocier les conventions, ils devront exiger que leur syndicat lutte contre la loi-cadre.

«organisation plus souple du marché de l'emploi». Cela concerne entre autre le calcul des prestations annuelles. Les entreprises de moins de 50 travailleurs et sans délégation syndicale pourront même y procéder par une simple modification de leur règlement de

travail.

Si les délégués veulent préserver leur liberté de négocier les conventions, ils devront exiger dès à présent de leur direction syndicale qu'elle engage la lutte contre la loi-cadre. Le 18 juin, un comité national de la FGTB fixera son

EN BREF

A-M Appelmans (FGTB-Bruxelles) : "Nous ne sommes pas des égoïstes..."

Lors de la réunion interprofessionnelle statutaire de la FGTB-Bruxelles le 28 mai, la présidente Annemarie Appelmans a déclaré : «La norme salariale contient d'énormes restrictions pour les négociations à l'avenir. Si la norme salariale est de 3 % et si l'indexation s'élève à 2 %, il ne restera plus qu'une marge de 1 %. Et si nous parvenions à transformer ce 1 % en augmentation salariale supplémentaire, nous risquons d'être traités d'égoïstes. C'est bien d'avoir sauvé l'index. Mais je fais deux réflexions à cet égard. Premièrement, il s'agit d'un index déformé : l'index de santé. Deuxièmement, l'index est compris dans le calcul de la norme salariale... Que signifie encore la concertation sociale s'il faut dire oui à tout. La FGTB dispose encore d'autres moyens que la concertation sociale pour faire connaître ses points de vue...»

Les subsides à l'embauche accordés dans le passé aux entreprises n'ont rien rapporté, mais ils ont coûté cher à la Sécurité sociale. Apparemment on n'a jamais pensé à chercher l'argent ailleurs... A présent on me colle l'étiquette du PTB. Je n'approuve pas le slogan "faites payer la crise aux riches", mais réfléchissons tout de même à un impôt sur les grosses fortunes et à des mesures visant à limiter les intérêts sur la dette publique. Notre alternative doit être mise en avant : une réduction sérieuse du temps de travail.»

FGTB - Malines : «J'ai rêvé d'une usine d'austérité...»

La FGTB de Malines a discuté du plan d'avenir le 20 mai...

Lors du débat, un militant de la section chômeurs a fait l'intervention suivante : «J'ai discuté avec de nombreux chômeurs en formation du contrat d'avenir. Leurs récits m'ont tellement impressionné que j'en ai rêvé cette nuit. Dans mon rêve, j'ai vu une usine souterraine bâtie dans les années 80 et pour laquelle il avait fallu d'abord creuser un tunnel. Vous vous rappelez le tunnel dont parlait le premier ministre Martens... Via des pipelines, les travailleurs devaient investir de l'argent dans l'usine. Les travailleurs licenciés y mettaient la totalité de leur salaire, les chômeurs exclus leur allocation. La production restait un secret. Mais nous constatons que les usines des environs faisaient plus de bénéfices avec moins d'ouvriers.»

Les managers de l'usine d'austérité produisaient chaque année un nouveau plan : Maribel 1 à 3; Plan Global, Plan Clé, Plan de l'emploi... Plan d'avenir. Le résultat ? Chaque année la chaîne de production produit plus de chômeurs. Ces derniers doivent dorénavant travailler pour 150 francs de l'heure dans une ALE. Ceux qui refusent sont recyclés et envoyés au CPAS.» Les travailleurs ne croient plus au Contrat d'avenir pour l'emploi, qui commence par un C de "chômage".



Petites pensions sauvées ? Du vent !

La FGTB wallonne en guerre contre le gouvernement

Kris Hertogen

Le gouvernement veut aligner l'âge de la pension pour les femmes sur celui des hommes, la pension des femmes serait calculée en quarante-cinquièmes (aujourd'hui, elle est calculée en quarantièmes). La semaine dernière, Nolle, le président de la FGTB, a proposé une solution intermédiaire en adoptant le calcul en quarante-troisièmes pour tous. «Pas d'accord», dit Urbain Destrée de l'Interrégionale wallonne (IRW). «J'ai peur que derrière la proposition du président ne se cache la logique des quarante-cinquièmes.» (1) Ce débat est-il communautaire ? Pas du tout, dit le président de l'IRW : «Ni les femmes du syndicat, ni le Setca national ne veulent lâcher

les quarantièmes pour tous.» Le gouvernement annonce aussi qu'il préservera les pensions les plus basses. «C'est du vent estime la FGTB wallonne, si les trois restrictions qui se profilent se concrétisent.» De quelles restrictions s'agit-il ? La première est la suppression du coefficient de revalorisation appliqué aux années travaillées entre 1955 et 1974. Ce coefficient pèse jusqu'à 64.000 F par an. «Il est contradictoire de vouloir réaffirmer le principe de la liaison au bien-être (c'est-à-dire à l'évolution des salaires des actifs) et de vouloir la supprimer où elle existe.» La deuxième est la révision des années assimilées (chômage, prépension...). Elles sont prises en compte sur base du dernier salaire. L'idée en piste lors du

plan global est de calculer ces années sur le salaire moyen de la carrière. «Cela frapperait de plein fouet les plus modestes. Les femmes et les ouvriers sont les catégories qui comptent de loin le plus d'années assimilées. La proportion dépasse même les 50 % pour les ouvrières.» Troisième danger : l'alignement en quarante-cinquièmes. Destrée : «Ce n'est pas un problème pour les femmes cadres. Les autres ont déjà du mal à couvrir quarante et on veut leur en imposer quarante-cinq. Entre 55 et 60 ans, le taux d'activité des femmes n'est plus que de 17,5 %. Celui des hommes entre 60 et 65 ans est de 18,1 %. Est-il crédible et positif pour l'emploi des jeunes de vouloir tenir les femmes au travail jusqu'à 65 ans pour obtenir une

pension correcte ?» Impayable tout cela ? «C'est une question de choix, répond Destrée. La réduction du poids des intérêts de la dette couvre entièrement l'augmentation prévue des dépenses de pension à un horizon prévisible.» Et de conclure : «En réclamant des moyens pour les pensions, et les quarantièmes pour tous, nous ne nous battons pas pour des symboles. Le niveau de la pension légale déterminera la façon dont les personnes âgées des couches moyennes et inférieures de la population pourront consommer et se soigner dans les vingt et trente années qui viennent.»

La rage des ouvriers de Clabecq

Après la manif de Namur, les travailleurs durcissent l'action

Pour tous ceux qui ont participé à la manif de vendredi, une chose est claire : les travailleurs des Forges de Clabecq ne sont pas prêts à se laisser faire. Depuis six mois, la Région wallonne tente d'user leur combativité mais celle-ci est intacte...

Marco Van Hees

La colère qui s'est exprimée dans les rues de Namur n'est qu'un avant-goût de ce qui attend le patronat et la Région wallonne.

Vendredi 7 juin, 10 heures. Un arrêt de travail de 24 heures, décidé en front commun, débute aux Forges. Il est destiné à obtenir une mobilisation générale pour aller manifester à Namur. C'est là que les délégués doivent participer au "groupe de travail des Forges de Clabecq" réuni dans le prolongement du plan Gandois et de la Table ronde des sidérurgistes.

Fin de matinée, quinze cars partent pour la capitale wallonne. En comptant les travailleurs qui ont fait le déplacement en voiture, cela fait entre 800 et 1.000 travailleurs des Forges qui, bâton à la main, "accompagnent" les délégués jusqu'à leur rendez-vous. Un ouvrier, interrogé par RTL sur le fait de venir manifester armés de bâtons, fait remarquer que les flics, eux, ont bien des matraques. Sur les calicots, on peut lire "stop au démantèlement, non aux licenciements". Les manifestants crient "les patrons au poteau, libérez les capitaux". D'autres travailleurs et syndicalistes sont présents, notamment des enseignants (dont le leader CGSP Jean-Marie Ansciaux), des ouvriers de Caterpillar et de VW, des permanents de la FGTB-Namur. Un instituteur en



Que ce soit contre les profs, les jeunes ou les sidérurgistes (photo manif Clabecq à Namur), le PS n'a plus que la répression comme réponse aux luttes.

vélo encourage les manifestants. Il lève son T-shirt pour montrer la cicatrice laissée par l'extraction de la rate : "c'est le travail des flics d'Onkelinx".

Jean-Marie Ansciaux solidaire

Après des incendies de pneus au lieu de rassemblement, la manifestation démarre. Dès le premier carrefour, on passe devant des flics barricadés derrière un container. La formule semble à la mode. Plus loin, la tension monte. Les flics finissent par utiliser l'autopompe, puis lancent des grenades lacrymogènes. De leur côté, les métallos leur envoient tout ce qu'ils ont

sous la main. Des vitrines de banques sont brisées. On crie "Gestapo, Gestapo, Gestapo...". Finalement, la tension redescend d'un cran et tous les manifestants se retrouvent devant le pont de la Meuse, occupé par les flics. Ils attendront là plusieurs heures, jusqu'à la fin des entretiens entre délégués et représentants de la Région wallonne.

Une leçon pour tous les photographes...

Durant tout ce temps, les altercations avec les flics reprennent. Un cameraman est surpris en train de filmer, du premier étage d'une maison, des ouvriers jetant des pierres. Plusieurs manifestants se précipitent vers la maison et la cassette est immédiatement confisquée alors que le journaliste s'en retourne indemne mais avec la trouille de sa vie. Une leçon pour tous les photographes et cameramen qui, par insouciance ou pour de plus douteuses raisons, continuent à prendre des images pouvant être utilisées pour poursuivre les manifestants.

Lorsque les délégués réapparaissent, peu après 18 heures, Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, annonce directement la couleur : "les informations sont très mauvaises". Les représentants du gouvernement wallon ont fait part de trois hypothèses : 1) celle de Gandois, qui prévoit la fermeture du haut-fourneau et de la phase liquide, accompagnée de la perte de 1.500 emplois; 2) celle de la Région wallonne, qui reprend les 574 prépensions du plan Froidmont et y ajoute 200 licenciements et l'abandon à court terme du haut-

fourneau (utilisé jusqu'à ce qu'il pète); 3) la liquidation pure et simple des Forges de Clabecq. Et dans tous les cas, le dépôt de bilan est envisagé. Pour D'Orazio, "ces différentes hypothèses sont toutes mauvaises".

La réaction des travailleurs est immédiate. La colère est immense, mais elle débouche tout de suite sur la riposte à mener : "occupation de l'usine". Désormais, tous les travailleurs sont convaincus que c'est la seule voie possible. On entend quelqu'un crier "hasta la revolucion". D'autres : "faites payer les banquiers". Certains lancent également "chez Dessy, chez Dessy". En effet, après plusieurs décennies d'exploitation, la famille Dessy (actionnaire privé) s'est retirée du Conseil d'administration en janvier dernier pour laisser la Région wallonne faire le sale boulot : liquider l'usine. Une tâche à laquelle le PS ne rechigne pas. Tant qu'il s'agit de travailler pour les capitalistes...

PS = poudre aux yeux + gaz lacrymogènes

Le lendemain de la manif, la presse s'acharne sur les ouvriers de Clabecq. "Venus pour casser" titre en première page le journal *Vers l'Avenir*. Robert Collignon, ministre-président PS de la Région wallonne et commanditaire du plan Gandois, déclare avec arrogance que l'attitude des travailleurs des Forges ne fera qu'aggraver les problèmes de l'entreprise. Mais qui sont les véritables casseurs ? Les ouvriers qui se battent pour conserver leur emploi ? Ou les responsables PS

qui pendant six mois ont jeté de la poudre aux yeux du personnel pour aujourd'hui les accueillir avec des plans de démantèlement et des hordes de flics ? La casse qui fait vraiment mal, c'est celle de l'emploi : "Comment pourrais-je faire avec une allocation de chômage de 25.000 F. pour payer le crédit de la maison et les enfants aux études, ma femme étant déjà sans boulot ?".

La "socialiste" Onkelinx liquide l'emploi et envoie les flics contre les enseignants. Le "socialiste" Collignon fait exactement pareil avec les sidérurgistes. Et on voudrait que les travailleurs se mettent à genoux en priant les ministres PS de leur laisser les miettes éventuelles qu'autorise le réalisme patronal ? Vendredi passé, ce sont les policiers de Namur qui étaient à genoux, boucliers pointés au ciel, pour parer aux jets de pavés. "On va se bagarrer et ça va leur faire mal" déclare un ouvrier. La volonté des travailleurs de se battre n'est pas seulement légitime; elle est nécessaire pour sauvegarder l'emploi et les acquis.

En tous cas, le constat des travailleurs de Clabecq est clair : "les partis traditionnels ne nous soutiennent plus, le PS non plus". Le rôle joué par Froidmont (que le PS a désigné comme administrateur-délégué) est également dénoncé : "C'est le curateur des Forges de Clabecq". Et l'un ajoute : "Seul le PTB nous soutient, mais malheureusement il n'a pas d'élu au Parlement". Mais par leur lutte, les ouvriers des Forges montrent justement que ce n'est pas au parlement que les choses se décident.

Le personnel a raison

Les plans de la Région wallonne sont inacceptables. Clabecq et l'ensemble de la sidérurgie ont déjà assez donné depuis trois décennies. Les responsables de la Région wallonne ont encore rappelé qu'ils ne soutiennent qu'une solution "industriellement cohérente avec une vision globale du secteur, financièrement raisonnable et légalement admise par les autorités européennes" (1).

Dans le cadre de cette soumission totale aux lois du capitalisme, comment imaginer la survie de l'entreprise alors qu'on compte déjà l'équivalent de 60 Forges de Clabecq "de trop" en Europe et qu'une nouvelle crise mondiale de la sidérurgie est annoncée ? Aucun capitaliste ne mise plus aujourd'hui sur

Clabecq, ils sont unanimes pour fermer l'usine et le PS se charge d'effectuer le sale boulot.

En durcissant son action, le personnel de Clabecq montre que dans ce système capitaliste, seule la lutte offre un espoir de s'en sortir pour la classe ouvrière. La leçon vaut en premier lieu pour les autres travailleurs de la sidérurgie, que le plan Gandois vise de manière précise. Mais tous les autres travailleurs du pays sont également visés aujourd'hui par les plans des Dehaene, Di Rupo et autres Onkelinx. "Rejoindre la lutte de Clabecq" doit devenir le tube de l'été.

1. Le Soir, 8/6/96

Lettre ouverte à Fr. Cammarata

La CSC suspend pour deux ans Marc Van Campen, délégué au Conseil d'Entreprise...

PTB, Section sidérurgie

Vous ne devez pas vous étonner si c'est à vous, le plus haut responsable CSC pour la sidérurgie wallonne, que nous adressons cette lettre ouverte. Nous voulons vous interpeller vivement à propos de la suspension, le 24 mai, de Marc Van Campen, de sa fonction de délégué du Conseil d'entreprise pour deux ans.

Marc Van Campen a été suspendu à cause du Non massif des sidérurgistes de Cockerill-Sambre au référendum. La CSC et la FGTB avaient appelé à voter oui, le personnel a voté non à 65% et les ouvriers certainement à 85%. Le PTB a appelé à voter non et se réjouit du résultat du vote. Pour nous, les travailleurs n'ont pas voté *contre la solidarité* mais *pour la lutte*. Les travailleurs comptent toujours sur leurs syndicats pour mener cette lutte. Devant cette majorité importante de non, les syndicats pouvaient saisir l'occasion de tirer les bonnes conclusions.

Mais que voit-on? La direction de la CSC déclare dans la presse: «C'est parce qu'il s'éloignait de notre ligne politique pour rejoindre le PTB...» Faut-il comprendre que chaque délégué qui défend une position, une action que le PTB défend *aussi*, risque l'exclusion? Les ouvriers qui ont voté non, ne se sont-ils pas «éloignés de la ligne politique» que CSC et FGTB ont défendue, pour «rejoindre» le PTB, qui appelait à dire non? Les militants de la CSC de Cockerill-Sambre, après le



Marc Van Campen suspendu pour ses idées.

premier vote, ont voté en bloc contre un deuxième référendum. Est-ce que la majorité significative de non n'aurait pas dû faire réfléchir chaque délégué, chaque syndicaliste? A Caterpillar, le Front Commun - donc CSC et FGTB ensemble - refuse de laisser toucher à ses acquis. Oui, cette «ligne politique» mérite d'être suivie. C'est la ligne de la lutte, et le PTB la défend.

En l'excluant, vous réglez en fait vos comptes avec le PTB. L'avez-vous fait une seule fois avec les membres du PS ou du PSC, lorsque ces partis prennent des

mesures catastrophiques pour les travailleurs? Dans une délégation, il peut y avoir des membres ou sympathisants de différents partis. Il peut exister une divergence d'opinion entre vous et des membres ou sympathisants d'un parti dans votre délégation. Pour autant que ces membres ou sympathisants respectent la discipline syndicale, vous ne pouvez rien leur reprocher. C'est bien le cas aujourd'hui: vous n'avez rien à reprocher à Marc Van Campen, sauf ses idées.

Le PTB était pour le non. PSC et PS étaient clairement pour le oui.

Le PS l'a fait savoir par voie d'affiches: «Les égoïstes vont gagner...» Il visait les sidérurgistes, les enseignants. PS et PSC espèrent que partout les travailleurs accepteront la diminution de leurs acquis contre des emplois plus qu'hypothétiques. Ceci n'est donc plus une affaire Cockerill-Sambre. Le directeur Mossay a dit (à juste titre) qu'un vote positif de Cockerill ferait exemple pour toute la Wallonie et même pour l'Europe!

D'autres délégations ont bien saisi l'enjeu. Ils ont félicité les ouvriers de Cockerill-Sambre. Les motions des enseignants de Mons et de Charleroi, des sidérurgistes de Chertal et même du Comité provincial de la Métallurgie liégeoise sont tout à fait claires à ce propos. Ils félicitent les ouvriers de Cockerill-Sambre, parce que dans le cas contraire, cet exemple négatif les toucherait immédiatement eux-mêmes.

PS et le PSC prônent une fausse solidarité, pour faire passer leur politique de régression sociale. Au lieu de s'attaquer aux vrais égoïstes, les riches. Jamais la solidarité ne s'est construite en faisant des cadeaux aux patrons. Le mouvement syndical s'est construit contre le patronat, en arrachant des victoires; jamais en faisant saigner les travailleurs. Les ouvriers de Cockerill-Sambre ont eu un réflexe de classe. S'ils avaient accepté cette fois-ci le sacrifice pour l'emploi, pourquoi ne pas l'accepter demain quand le gouvernement prêchera la solida-

rité pour attaquer les allocations familiales, les pensions et l'index? La vraie solidarité se construira si tous les travailleurs se battent avec leur délégation pour le retour aux 35 heures avec embauche des 46 jeunes, et même plus.

A la logique de la compétitivité il n'y a pas de fin. Supposons que les travailleurs aient voté oui. Qu'auraient-ils dit quand le lendemain on leur annonçait, non pas 46 embauches, mais 2.000 pertes d'emplois? Ils se seraient sentis trompés, à juste titre! Ce n'est pas parce que vous mettez le doigt dans un engrenage que l'engrenage va épargner votre bras. Que du contraire! Combien de pertes salariales demandera le patron pour épargner une partie des 2.000 pertes d'emplois? Les travailleurs de Chertal ont tout à fait raison de dire que la modération salariale ne sert pas à combattre le chômage, mais que c'est le chômage qui est utilisé par le patronat pour faire baisser les salaires.

Le PTB s'est toujours battu contre l'antisyndicalisme. Il le fait encore aujourd'hui, car il est convaincu qu'il faut des syndicats combattifs, forts et unis pour combattre le capitalisme. Si les instances syndicales se ressaisissent, elles peuvent regagner la confiance des travailleurs. C'est pourquoi nous exigeons avec les ouvriers la réintégration de Marc Van Campen dans ses fonctions de délégué. Nous sommes prêts à débattre publiquement avec vous, François Cammarata, sur cette affaire.

Dernière minute : occuper Clabecq sans plus tarder !

Le PTB fermement décidé à organiser la solidarité

Les travailleurs des laminoirs se sont mis en grève ce lundi matin, bientôt suivis par les autres travailleurs. Ils ont occupé des carrefours, montrant clairement leur détermination.

Mais tout le monde n'était pas encore convaincu de passer d'urgence à la grève avec occupation. La pression du PS se fait sentir. Il faudrait encore attendre... Quoi cette fois? La «décision finale» que le patron Froidmont (PS) donnerait lundi 17 juin. Les «réponses définitives» ayant déjà été reportées tant de fois, on n'a aucune garantie d'être fixé lundi. On peut dire dès maintenant que l'hypothèse de la fermeture est la seule réaliste pour les patrons. Alors que les vacances ne font que se rapprocher. Même dans la «moins pire» des hypothèses de Froidmont, 750 emplois seraient perdus, chose inacceptable. La fermeture pure et simple suivrait quand même dans des délais assez brefs, laissant Clabecq avec 750 combattants de moins.

Mardi 11 juin, les travailleurs devaient se prononcer par référendum sur la poursuite de la grève

jusqu'au 17 juin. Nous espérons qu'ils décideront de continuer sur la lancée de Namur et sauront imposer l'occupation au finish de l'entreprise! Pour sauver les 2.143 emplois et l'outil, aux frais de ceux qui, des décennies durant, se sont enrichis dans la sidérurgie.

Le PTB est fermement décidé à organiser immédiatement la solidarité. Nous appelons les travailleurs, les enseignants, les jeunes, à venir nombreux témoigner sur place leur solidarité et à l'organiser pratiquement dans leurs entreprises et écoles. Dans la sidérurgie, il faudra immédiatement organiser des actions et des grèves, afin que Clabecq gagne, afin que le plan Gandois soit rejeté dans son entièreté!

Dès la semaine prochaine, nous aurons des cartes postales, permettant d'exprimer sa solidarité. Tout travailleur pourra les employer à son boulot. Un tract défendra la cause des travailleurs des Forges. Nous disposons déjà d'une affiche «Soutenez les Forges de Clabecq». Commandez ce matériel! (adresses p. 19)



Trois partis communistes prennent position

Jef Bossuyt

Dimanche, les Russes élisent un président. Selon les sondages, la partie se jouera entre le président en exercice Eltsine et Guennadi Ziouganov, le président du Parti communiste de la fédération de Russie (PCFR). Un parti qui n'a conservé du communisme que le nom, affirme Nina Andreieva, qui dirige le Parti communiste des bolcheviks de l'Union soviétique (PCBS). Le PCBS appelle à boycotter les élections.

Un troisième parti, le Parti communiste russe des travailleurs (PCRT) de Tchoulkine et Anpilov, déclare que le parti de Ziouganov a tendance à faire des compromis, mais il appelle néanmoins à le soutenir contre Eltsine.

Nous donnons la parole aux trois partis.

Guennadi Ziouganov est le grand favori de dimanche. Il détient une majorité au parlement.

Que défend le PCFR ? Ziouganov veut transformer l'économie russe en trois étapes. Dans une première phase, les prix des carburants et des matières premières baisseront. A cet effet, il faudra convenir d'un blocage salarial entre syndicats, Etat et employeurs. Les employeurs "patriotiques" bénéficieront de plus de capitaux, ce qui fera augmenter la production. Les entreprises bénéficieront en outre d'avantages fiscaux pour favoriser l'emploi.

Dans une deuxième phase (1998 à 2003), la croissance de la production sera accélérée en investissant le capital

financier dans le développement économique. L'Etat fournira des crédits avantageux aux entreprises, participera dans la création de nouvelles entreprises et soutiendra la formation de nouveaux groupes financiers et industriels.

Dans une troisième phase (de 2004 à 2005), la Russie devra conquérir de nouveaux marchés. Il faudra repousser le capital étranger et placer l'économie russe sur les rails de l'économie mondiale.

«Thatcher et Reagan ont échoué parce qu'il n'ont pas compris le rôle régulateur de l'Etat dans l'économie. Mais le programme de Bill Clinton contient beaucoup de formules ressemblant aux nôtres, déclare Tatiana Ko-

riagina, l'une des coauteurs du programme de Ziouganov.»

Qu'arrivera-t-il à la propriété privée ? «L'économie sera multiforme, déclare Podberchokine, un autre coauteur, et sera donc constituée de propriétés publiques et de propriétés privées. L'Etat exercera un contrôle sur toutes les entreprises stratégiques, l'énergie, les transports». Koriagina : «Nous disons à tous les banquiers que la banque centrale jouera le rôle principal. Il y aura des banques semi-publiques outre toutes les banques commerciales, qui vivront dans une sphère économique nouvelle.»

Il n'y aura pas d'économie planifiée : Ziouganov utili-

sera des méthodes économiques et indirectes.

En matière de privatisations, le programme reconnaît «tous les droits des nouveaux propriétaires». Il n'y aura pas de nationalisations, parce que «le noyau du problème n'est pas d'octroyer des droits de propriété, mais de fixer légalement les droits et les devoirs du propriétaire. C'est ce que l'Etat doit garantir et contrôler.»

Ziouganov ne compte pas rompre les relations avec le Fonds Monétaire International. Il reconnaît toutes les dettes actuelles, mais n'acceptera pas de nouveaux prêts. (1)

1. Journal télévisé ORT, 28 mai 1996 et Pravda 28 mai 1996.

Eltsine ou Ziouganov élections sans



Guennadi Ziouganov, le grand favori de dimanche.

Le PCBS de Niva Andreieva boycotte ces élections

«Le Parti Communiste de Ziouganov est un parti bourgeois»

Alexander Barychev, professeur d'histoire et responsable du PCBS pour les relations internationales, a participé au séminaire international pour les partis communistes organisé en mai à Bruxelles. Son parti estime que ces élections ne présentent pas un véritable choix; Eltsine tout comme Ziouganov sont des défenseurs du capitalisme. Le PCBS appelle ainsi à boycotter les élections.

Quel genre de parti Ziouganov dirige-t-il et quel tactique adoptez-vous à l'égard de ce parti ?

Alexander Barychev. C'est un parti opportuniste, de haut en bas. En tant que bolcheviks, nous nous basons sur le léninisme et le stalinisme et nous démasquons cet opportunisme. Bien sûr, ce parti compte aussi des éléments valables. Ces derniers se battent pour que le parti revienne à des positions marxistes-léninistes. Ce n'est qu'alors que nous pourrions réunifier les partis communistes.

Pourquoi considérez-vous

ce parti comme opportuniste ?

Barychev. En lisant les interviews et les discours de Ziouganov vous verrez qu'il n'adopte en rien la position de classe propre à Marx, Engels, Lénine et Staline. Il n'est pas question de lutte des classes. Lénine définissait l'impérialisme comme le stade suprême du capitalisme. Mais Ziouganov défend le régime actuel. Il affirme que la Russie a atteint et épuisé la limite en matière de révolutions.

Ziouganov sert aussi le capital national et international

Peut-on considérer que Ziouganov représente plutôt le capital russe, par rapport à Eltsine qui représente le capital étranger ?

Alexander Barychev. Eltsine représente autant le capital international que le capital russe. Le capital national est notamment de type maffieux et il est intimement lié au capital

international. Eltsine ne peut adopter une autre position, car l'essence de sa politique est la restauration du capitalisme en Russie. Officiellement, Ziouganov représente la vision communiste. Mais en réalité il sert les intérêts du capital national et international. Il nie les principes essentiels du marxisme-léninisme, à savoir la lutte des classes, la dictature du prolétariat, la révolution socialiste.

En Pologne, Kwasniewski a abandonné les symboles communistes et même le nom de "parti communiste". Le PC de Ziouganov maintient la faucille et le marteau. Il y a tout de même une différence.

Alexander Barychev. Sur quoi faut-il se baser, sur les actes ou les paroles ? En tant que bolcheviks, nous jugeons un parti sur ses actes. Les pires actes sont couverts par les plus belles paroles. Ziouganov est obligé de tenir compte de la mentalité des masses. C'est la raison pour laquelle il maintient ces symboles. Hélas, il se limite aux symboles.

Lors de son congrès, son parti a rejeté le slogan "prolétaires de tous les pays, unissez-vous". Dans ses actes, la direction de ce parti sert la politique du régime actuel. Regardez le Parti du Travail de Corée. Celui-ci ne se nomme pas "parti communiste", mais c'est un vrai PC de notre temps.

On ne peut défendre les intérêts de la Russie qu'avec une politique socialiste

Peut-on s'attendre à ce que Ziouganov s'oppose davantage qu'Eltsine aux poussées de l'Otan vers les frontières de la Russie ?

Alexander Barychev. Eltsine s'oppose vivement à l'expansion de l'Otan, du moins en paroles. Mais dans les faits, toute la politique d'Eltsine a consisté ces derniers temps à encourager ce processus. Ziouganov s'oppose également aux tentatives de l'Otan de s'approcher des

frontières russes.

L'attitude que Ziouganov adopterait s'il arrivait au pouvoir n'est donc pas certaine. Mais il soutient la politique d'Eltsine visant à faire entrer la Russie dans le Conseil de l'Europe et maintient une attitude équivoque sur la question de la ratification des deux accords Start sur la limitation des armes stratégiques. Il est dès lors difficile de se fier à Ziouganov, même dans ces questions vitales pour la sécurité de la Russie. En outre, les déclarations de Ziouganov sont celles d'un "opposant". Il y a une différence entre les déclarations d'un opposant et celles d'un dirigeant au pouvoir.

A présent, nous ne pouvons pas avoir la certitude que Ziouganov défendra de manière conséquente les intérêts nationaux de la Russie. Nous considérons qu'on ne peut défendre ces intérêts qu'en pratiquant une politique socialiste. Ziouganov ne dit nulle part que s'il accède au pouvoir il nationalisera les banques et qu'il liquidera les privatisa-

tions. Il élude ces questions. Il défend au contraire la poursuite de la politique visant à attirer le capital étranger et à l'injecter dans l'économie russe.

Enfin, il y a sa déclaration récente dans laquelle il défend entièrement les réformes d'Eltsine. Toute politique étrangère est le reflet de la politique intérieure.

Peut-on dès lors le croire lorsqu'il prétend s'opposer à l'expansion de l'Otan vers l'est ?

Le peuple commence à lutter pour le retour au socialisme

Même s'ils votent pour Ziouganov, les gens expriment leur désir de retourner à la situation d'avant, celle de l'URSS.

Alexander Barychev. Le peuple soviétique n'aspire pas seulement au retour au socialisme, il commence aussi à lutter pour ce retour. Notre patrie est devenue un

Ziouganov : pas un véritable choix ?



Nina Andreieva : «Voter Ziouganov, c'est voter Gorbatchev.»



Victor Anpilov : «Soutenir Ziouganov contre Eltsine»

Anpilov à Ziouganov : pourquoi refuser de nationaliser ?

Lors des élections de décembre 1995, le PCFR de Ziouganov a obtenu une nette victoire et, avec ses alliés, il a conquis la majorité dans le parlement. Le Parti communiste russe des travailleurs (PCRT) de Tchoulkine et Anpilov avait également obtenu un résultat inattendu en recueillant 3,1 millions de voix (4,6 %). Le 27 janvier 1996, ce parti a fixé sa tactique pour les élections présidentielles prochaines : «Nous utiliserons les élections présidentielles en vue de propager notre programme : renverser le régime en place d'Eltsine et développer la résistance organisée des travailleurs.

Nous poursuivrons nos discussions avec d'autres forces de l'opposition en vue d'un front uni. Nous soutiendrons un seul candidat sur base des cinq principes du PCRT :

1. Recréer l'Union soviétique sur base volontaire
2. Rendre les entreprises, les mines, la terre, les transports, la presse et la culture au peuple en tant que propriété collective
3. Rétablir le pouvoir des travailleurs sous la forme de soviets
4. Réinstaurer l'économie planifiée de l'Etat
5. Supprimer la présidence et les délégués présidentiels.»



50 % nécessaires à l'adoption de sa constitution. Aujourd'hui, la direction du PCFR est entraînée par ses méthodes parlementaristes, elle prône une économie pluriforme, un Etat-entrepreneur, etc. C'est pourquoi le PCRT tentera dans ses relations avec le PCFR d'orienter la direction de ce parti vers des positions communistes.

En tout état de cause, le PCRT mettra tout en oeuvre pour écarter le régime dictatorial d'Eltsine et de sa clique compradore (liée au capitalisme étranger). Dans cette perspective, il est possible d'utiliser durant certaines étapes des alliances temporaires avec des forces de la mouvance social-démocrate.» (1)

En mars, Victor Anpilov déclarait : «Je retirerai uniquement ma candidature pour les présidentielles au profit de Ziouganov, si celui-ci reprend dans son programme électoral le rétablissement de l'Union soviétique et la liquidation de la fonction du président de Russie.» (2)

Le 15 mars, le parlement russe a effectivement voté en faveur du rétablissement de l'Union soviétique. Le 8 avril, Anpilov a signé sa décision de soutenir Ziouganov lors des élections. «Eltsine est soutenu par le pouvoir financier et militaire de l'Occident, de Clinton, Kohl et Major. Pour cette raison nous disons aujourd'hui : avec Ziouganov contre Eltsine. Et demain : avec les ouvriers et les paysans vers la victoire totale du communisme !» (3)

Les débats diffusés par la télévision démontrent que Ziouganov ne veut nullement s'orienter vers le communisme.

Victor Anpilov l'interpelle : «Adoptez une attitude plus courageuse, nationalisez les banques !» Réponse de Ziouganov : «Non, nous n'exproprions personne. Tout se déroulera strictement selon la loi. Si nous commençons à exproprier, les fusillades recommenceront partout !» (4)

Manifestement, le gouffre entre révolution et réformisme reste profond.

1. Molnia, n° 5, février 1996.
2. Moscovski Novosti, 10 mars 1996. 3. Molnia, n° 9, avril 1996. 4. Journal télévisé ORT, 20 mai 1996.

Le parti de Ziouganov fait des compromis avec le pouvoir

«La direction du PCFR n'a pas une ligne communiste conséquente. Elle penche vers la social-démocratie et vers des compromis avec le système bourgeois en place. Les dirigeants du PCFR ont souvent adopté une attitude conciliante face à la restauration du capitalisme dans le pays. Lors du 28ème congrès du PCUS, ils ont approuvés la réforme du système politique des soviets et ils se sont orientés vers le "socialisme démocratique à visage humain". A ce même 28ème congrès, ils ont entamé le passage à l'économie de marché et lors du plénum d'avril du Comité central du PCUS, ils ont ouvert le pays à la privatisation. Au congrès des représentants du peuple de la fédération russe, ils ont adopté une déclaration prônant la souveraineté de la Russie, ce qui constituait le premier pas vers la dislocation de l'Union soviétique. En octobre 1993, Ziouganov s'est en fait distancé des défenseurs de la Maison des soviets, en appelant au calme. Par la suite, après le bain de sang, en participant aux élections, il a aidé Eltsine à rassembler les

«Pas de deuxième Gorbatchev !»

Nina Andreieva, secrétaire générale du PCBS :

«La révolution de février 1917 avait suscité une grande euphorie. Le tsar était parti, le despotisme s'était effondré, la démocratie bourgeoise s'épanouissait et toutes les classes s'empressaient de l'utiliser. Les manifestations et les réunions envahissaient la capitale. En avril, Lénine, rentré d'exil, est arrivé en Finlande (qui faisait alors partie de la Russie). A la gare, les bolcheviks l'attendaient, mais également les mencheviks, les membres du parlement et toute l'élite intellectuelle. Lénine a poliment décliné le dîner qu'on lui offrait et s'est rendu à la place où les ouvriers l'attendaient. Il a crié : "Vive la révolution socialiste ! Aucun soutien au gouvernement provisoire !" Les masses n'ont pas tout de suite compris ce mot d'ordre, ni même les bolcheviks de Petrograd qui participaient alors au gouvernement provisoire. Le putsch de juin 1917 a mis fin aux illusions sur une conquête



pacifique du pouvoir. Si Lénine avait cédé à ce moment à l'enthousiasme spontané, il n'y aurait peut-être jamais eu de Révolution d'Octobre 1917. La victoire de la révolution de février 1917 a suscité une plus grande euphorie que celle de la victoire de Ziouganov en décembre 1995 aux élections législatives. Mais si on appelle aujourd'hui à voter pour Ziouganov, il faut penser à ce qui arrivera dans deux, trois ans. La trahison du régime de Ziouganov sera alors évidente et les électeurs nous dirons : comment avez-vous pu soutenir un tel loup-garou ? Dans le passé, Ziouganov

et toute la direction du PC autour de Gorbatchev ont cédé le pouvoir au capital maffieux. A présent, ils veulent reconquérir le pouvoir. Appeler à voter pour Ziouganov, comme le font aujourd'hui les dirigeants de l'opposition communiste de gauche, c'est tromper les électeurs une deuxième fois. Nous avons le choix : un deuxième Gorbatchev, ou le boycott. Nous sommes pour ce boycott, dans le but de "bolcheviser" le mouvement communiste en Russie. Dans cette optique, nous prônons la préparation de la grève politique générale comme première phase de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le PCRT et d'autres partis affirment aussi la nécessité de la dictature du prolétariat et de la révolution. Le mouvement communiste et la classe ouvrière progressent vers la politique du PCBS. La rapidité avec laquelle ce processus avancera dépend de nous-mêmes.» (Extrait du 2e congrès du PCBS, février 1996)

Etat socialiste puissant qui a brisé l'échine de la bête fasciste. L'Etat soviétique a opposé une résistance active à l'impérialisme et a combattu pour la liberté et l'indépendance des peuples. L'URSS a obtenu d'énormes résultats dans le domaine économique et celui de la conquête de l'espace. Ces grandes réalisations du peuple soviétique sont liées au nom de Staline et les gens en sont toujours très fiers. L'enseignement était gratuit et accessible aux travailleurs. Les soins de santé étaient pratiquement gratuits. Les prix du logement et de nombreux services, comme les crèches, étaient dérisoires. Sous Staline, la nouvelle université moscovite a été érigée et la science s'est développée avec une rapidité vertigineuse. L'amitié entre les peuples est également l'une des grandes réalisations du régime soviétique. Si le groupe opportuniste de Khrouchtchev n'avait pas pris le pouvoir, nos réalisations auraient été encore plus importantes.

Le calvaire des rescapés du génocide continue au Rwanda

Les témoins qui dénoncent les assassins sont terrorisés

Après le génocide d'avril-juillet 1994, les yeux du monde étaient braqués sur le sort réservé aux auteurs du génocide. Personne ne pouvait s'imaginer que l'ouverture des premiers procès des suspects accusés de génocide allait prendre des années.

Soline Twahirwa, Hilde Meesters

Comparé au Tribunal International sur l'ex-Yougoslavie à La Haye, le tribunal d'Arusha, qui doit juger les responsables du génocide rwandais, souffre d'un terrible manque de personnel, de cellules... Jusqu'à maintenant, seuls une dizaine d'assassins ont été mis en accusation. Les trois premiers procès ont immédiatement été remis à l'automne. (1) L'impunité dont bénéficient les assassins les rend plus audacieux. Au Rwanda, ils s'en prennent à des survivants et à des témoins. Les frontières avec le Zaïre et le Burundi deviennent progressivement leur "terrain". C'est une politique délibérée de la Belgique et de la France, qui préféreraient voir revenir au pouvoir les partisans du régime Habyarimana. La Belgique n'a rien fait pour empêcher le génocide. Avec l'opération Turquoise, l'occupation de l'ouest du Rwanda, la France a offert un asile aux assassins. Aujourd'hui, la Belgique et la France abritent un grand nombre d'assassins et font pression sur le gouvernement rwandais pour qu'il respecte surtout les droits des réfugiés et des prisonniers. Ces deux dernières années, 65 % de l'aide au développement européenne a précisément pris la direction des camps de réfugiés (2) et donc des assassins qui y font la loi.

Les rescapés du génocide restent éparpillés, livrés à eux-mêmes. Ils ne peuvent pas regagner leurs biens laissés sur les collines d'avant le génocide. Leurs maisons

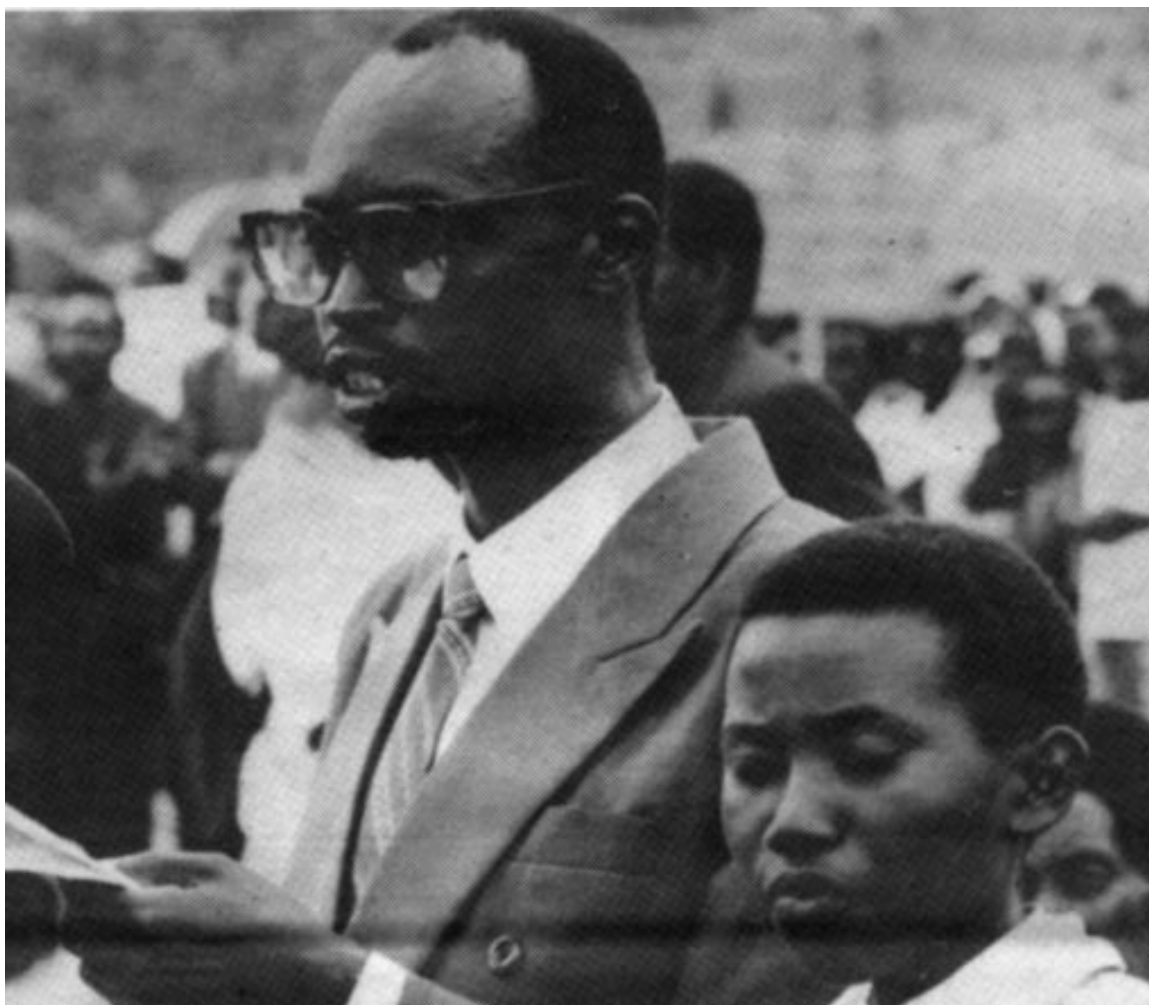
étant détruites, ils craignent pour leur sécurité d'autant plus que les auteurs de leur misère circulent librement. L'agriculture était leur activité principale et voilà qu'ils sont plongés dans des conditions telles qu'ils ne peuvent pas labourer leurs champs.

Deux jours caché sous les cadavres

Certains rescapés sont terrorisés, intimidés, voire même assassinés parce qu'ils osent réclamer leurs biens ou parce qu'ils accusent les auteurs du génocide.

Philippe Ntete, 42 ans, est l'un des rares rescapés du génocide qui vivait sur la colline Murambi, dans le secteur de Remera, commune de Nyamagabe, préfecture de Gikongoro, au sud-ouest du pays. Tout au début du génocide, les autorités de Gikongoro, comme le préfet Laurent Bukibaruta et le bourgmestre de la commune urbaine de Nyamagabe, Félicien Semakwavu, ont tout fait pour entasser au moins 50.000 Tutsi sur la colline de Murambi. Le but était de faciliter la tâche à la machine infernale en éliminant systématiquement tous ces réfugiés venus de quatre communes de Gikongoro : Nyamagabe, Mudusomwa, Kinyamakara et Karama. Le 10 avril 1994, des milliers et des milliers d'entre eux se trouvaient complètement bloqués à Murambi, dépourvus d'eau et de toute forme de ravitaillement.

Dans cette foule de gens qui attendaient la mort inévitable se



Philippe Ntete a miraculeusement survécu, enseveli parmi des centaines de cadavres, à Nyamagabe. Le 7 avril 1996, il a dénoncé publiquement des assassins toujours en liberté. Il est aujourd'hui menacé de mort.

trouvait Philippe Ntete. Sa femme et ses trois enfants se trouvaient chez sa belle-mère qui ne craignait pas les génocidaires : elle était Hutu et le génocide à Gikongoro visait presque exclusivement les Tutsi.

Dans la dernière semaine du mois d'avril 1994, les assassins, hommes et femmes, militaires et civils confondus, ont assailli les réfugiés et les ont massacrés jusqu'au dernier. Philippe Ntete, couvert du sang des tués, a réussi à se couvrir des corps des victimes et a fait le mort. Le massacre a duré toute la journée. Le lendemain, les criminels sont revenus pour piller les vêtements des victimes et achever les agonisants. Le tour de Ntete est venu, ils lui ont enlevé les habits et les chaussures mais ils n'ont pas remarqué qu'il était encore en vie. Il a passé au total deux jours parmi les corps des victimes et ce qu'il a vu et entendu surpasse l'intelligence humaine. Il a vu des femmes se pencher sur d'autres femmes tuées, les déshabiller et leur enlever leurs mèches de cheveux. Il a entendu les derniers soupirs et cris d'agonie des amis avec qui il venait de passer quelques semaines.

Les survivants dénoncent l'évêque collabo

Au surlendemain des massacres, la nuit, Ntete s'est extirpé des corps qui commençaient à se décomposer et s'est rendu chez sa belle-mère hutu qui l'a caché jusqu'à la fin du génocide.

Voyant que Gikongoro ne lui garantissait pas la sécurité — les criminels y circulaient tranquillement sous la protection des Français de l'opération Turquoise et des troupes onusiennes de la Minuar — Ntete s'est installé, avec toute sa famille, dans le camp des rescapés de Cyizi, à Butare, non loin de la frontière Gikongoro-Butare. Il a commencé à dénoncer certains auteurs du génocide à Gikongoro qui, dès lors, ont menacé de mort sa belle-famille. Le 7 avril 1996, lors de l'enterrement des restes des victimes de Murambi, Ntete a été invité à témoigner devant bon nombre de hautes personnalités de l'actuel gouvernement de Kigali, notamment le président et le vice-président, le premier ministre et des députés.

Dans son témoignage, Ntete a dénoncé certaines personnalités présentes, qui ont participé activement au génocide à Gikongoro, comme le fameux évêque de Gikongoro, Augustin Misago, responsable de la mort de plusieurs réfugiés... Ntete a demandé une protection, car il craignait pour sa sécurité après toutes ces révélations.

Quelques jours seulement après son témoignage, Ntete a été attaqué à Cyizi mais a échappé au pire. Depuis lors, il ne sait où aller. Il erre çà et là, à la recherche d'un refuge. Sa situation économique ne lui permet pas de payer le loyer d'une maison. Il est maçon mais, depuis le génocide, il n'a plus eu d'emploi. Les personnalités présentes à Murambi lors de son

témoignage n'ont pas encore réagi pour lui trouver protection. Ntete vit séparé de ses enfants, de sa femme et de sa belle-mère trop âgée, qui restent à sa charge.

Il y a beaucoup de Ntete au Rwanda. Des rescapés du génocide sont tués, intimidés et terrorisés parce qu'ils témoignent et, jusqu'à maintenant, aucune mesure de protection n'est mise en place pour eux. La justice et la réconciliation ne seront pas possibles au Rwanda tant que les rescapés du génocide n'auront pas retrouvé leurs biens et que les auteurs du génocide ne seront pas poursuivis, arrêtés et punis sévèrement.

Vous pouvez commander le dossier "Killing the Evidence" d'African Rights, à la Ligue Anti-impérialiste, tél. : 02/513 53 86 (480 F).

1. Le Soir, 31 mai 1996. 2. Le Soir, 3 avril 1996

Soirée de rencontre sur le Rwanda

Vendredi 21 juin à partir de 19 heures au Centre International, Bruxelles

La LAI soutient la population rwandaise et mène des actions contre les assassins en Belgique. Soirée de rencontre sur le Rwanda, avec vidéo (de Luc De Heusch) sur la responsabilité belge, présentation de la campagne de la LAI pour les festivals d'été et des prochaines actions contre les assassins rwandais en Belgique. Petite restauration et boissons.

Pour toute information : 02/513 53 86

Reyntjens : «La Belgique perd ses derniers amis»...

Bon nombre de responsables du génocide rwandais séjournent en Belgique. L'un d'eux est le général-major Augustin Ndindiliyimana, ancien chef d'état-major de la gendarmerie rwandaise. A ce poste, il était au courant des préparatifs du génocide et n'a rien fait pour arrêter les massacres. Ndindiliyimana habite depuis deux ans à Bruxelles, où il «serait sous haute protection; sa maison est gardée par les services de renseignements belges». (1) Le 9 mai, il s'est vu refuser l'asile politique parce qu'«il y a des raisons sérieuses de penser que l'intéressé a commis des crimes contre l'humanité.» (1)

«Une grande erreur, estime le professeur Filip Reyntjens de l'université d'Anvers. La Belgique poursuit ainsi la voie qu'elle a adoptée et réussit ainsi à n'avoir plus aucun ami dans cette région. Politiquement, c'est une mauvaise affaire parce que le terrain politique rwandais nous échappe et nous devient hostile.» (2) Pour Reyntjens, Ndindiliyimana n'est pas seulement innocent, il est en plus un "ami" de la Belgique, lisez : un homme que la Belgique aimerait voir occuper une position de pouvoir au Rwanda.

1. La Libre Belgique, 24 mai 1996. 2. Gazet Van Antwerpen, 23 mai 1996.

3.000 grévistes de la faim dans les prisons turques

Depuis le 24 mars, action contre la politique du ministre de la Justice fasciste

Depuis que l'ancien chef de la police Mehmet Agar, connu pour être l'organisateur des escadrons de la mort, a été nommé ministre de la Justice par le premier ministre turc Yilmaz, les prisonniers politiques souffrent davantage de la violence de leurs geôliers. C'est contre cela qu'ils ont entamé une grève de la faim.

Willy Delvaux

Dans la prison d'Erzurum, les gardiens appartenant aux Loups Gris fascistes menacent ouvertement les prisonniers : «Maintenant qu'Agar est ministre de la Justice, personne ne s'occupera plus de ce que nous faisons de vous.»

Toute protestation est réprimée brutalement. Les prisonniers blessés sont laissés sans soins des jours entiers. Les gardiens menacent aussi les visiteurs : «Vous êtes tout aussi terroristes que les prisonniers; un jour, nous vous remettons leurs cadavres». Dans la prison d'Elbistan, les gardiens circulent en arborant les symboles des Loups Gris. Les prisonniers refusent de se laisser emmener au Palais de justice car ils sont systématiquement maltraités pendant le trajet. Ces faits nouveaux ont conduit à la grève de la faim actuelle, qui a commencé le 24

mars à la prison de Bayrampaya et rassemble les prisonniers de diverses organisations révolutionnaires. Elle est toujours en cours dans 23 prisons et 3.000 prisonniers y participent. En même temps, des grèves de la faim de solidarité se déroulent en Turquie et en Europe. 1.500 sympathisants y participent.*

8.624 prisonniers politiques en Turquie

Selon le ministère turc de la Justice, on dénombre 49.451 détenus — un pour mille habitants — dont 8.624 sont considérés comme prisonniers politiques. Parmi eux, 8.286 sont "de gauche" et "Kurdes" et seulement 338 "de droite". En Turquie, on parle de prisons de type E, où les prisonniers politiques sont détenus. La capacité totale des prisons turques est de 900 détenus, mais en ce moment, plus de 9.000 person-



A Louvain, 80 grévistes de la faim soutiennent les actions dans les prisons turques. Les motions de solidarité sont les bienvenues au Comité de solidarité des grévistes de la faim, Centrum Ibrahim Mali, P.Damiaanplein 10, 3000 Leuven.

nes sont emprisonnées. Les organisations des droits de l'homme estiment aujourd'hui le nombre de détenus à plus de 10.000, parce qu'il y a eu l'an passé beaucoup plus d'arrestations et de condamna-

tions. Selon leurs rapports, près de cinquante prisonniers ont été exécutés par pendaison dans la période 1981-1995. De 1993 à 1995, 140 personnes ont perdu la vie dans les prisons, dont 77 rien qu'en 1995.

Au cours de la même période, 271 personnes ont disparu après leur arrestation, dont 99 rien qu'en 1995.

* Kurdistan Rundbrief, 9/96.

Solidarité sur la place de la Monnaie

22 juin : action au profit d'enfants yougoslaves

Serge Thiry

Médecine pour le Tiers Monde et la Ligue Anti-impérialiste organisent le 22 juin, sur la place de la Monnaie à Bruxelles, une manifestation pour la paix en Yougoslavie. Pourquoi manifester encore maintenant ? Après cinq ans de guerre, l'Otan a quand même apporté la paix... Et maintenant, la communauté internationale peut travailler à la reconstruction de la Bosnie. Et il y aura même bientôt des élections libres et démocratiques.

Alors faut-il que Koen, Maja et Tine se taisent à propos de la fosse commune de Mrconic Grad ? Leur témoignage dans *Solidaire* du 1er mai est une dénonciation cinglante des responsables de la guerre et de tous ceux qui veulent aujourd'hui nous imposer le silence. Le silence sur les 181 victimes assassinées de manière horrible par l'armée croate, soutenue par les bombardements de l'Otan.

Rentrés de Yougoslavie, Koen, Maja et Tine ont immédiatement témoigné devant plus de cent étudiants du centre universitaire limbourgeois. Ils ont

lancé une action pour se procurer un minibus pour le transport des enfants de Doboï. Notre solidarité concrète est liée à un message politique clair : pour la paix en Yougoslavie et dans le monde.

L'Otan prétend avoir mis fin au conflit ethnique et religieux et soutenir à présent la paix et la reconstruction de la Bosnie. Nous répondons que c'est un pays de l'Otan, l'Allemagne, qui a provoqué le conflit ethnique et déclenché la guerre. Les Etats-Unis l'ont poursuivie. Ils ont divisé la Yougoslavie sur une base ethnique afin de s'assurer le contrôle de la région stratégique des Balkans. L'occupation actuelle du pays par les forces de l'Otan est une continuation de cette politique. L'Otan prétend que l'opération en Bosnie est une preuve de la grande unanimité au sein de l'alliance. Nous disons que cette unanimité n'est qu'une apparence qui cache les rivalités entre l'Allemagne et les Etats-Unis en vue de contrôler les Balkans, ce qui peut rallumer le conflit à tout moment.

L'Otan prétend que l'opération en Bosnie peut servir de modèle

pour les opérations à venir. En effet, la Bosnie est un banc d'essai pour de nouvelles guerres et de nouvelles occupations. L'Allemagne et les Etats-Unis convoient les champs pétroliers du Caucase. L'Otan se prépare à une occupation militaire de la Russie pour s'assurer le contrôle des matières premières "vitales".

Nous devons mener le combat pour l'opinion publique. Pourquoi l'Otan couvre-t-elle ses plans militaires sous de belles paroles comme "intervention humanitaire", "opération de paix", "défense des droits de l'homme", "apporter la stabilité et la démocratie" ? Ces prétextes servent à préparer les esprits à des interventions militaires et à habituer l'opinion publique à l'idée que les armées de l'Otan assument un rôle de gendarme dans les Balkans, en Europe de l'Est et dans le monde entier.

Un minibus rempli de jouets et de fournitures scolaires

Aujourd'hui, nous orientons nos actions vers les enfants, qui souffrent énormément de la

guerre. Leurs familles sont écartelées, elles ont vécu les horreurs de l'embargo et des bombardements de l'Otan, elles ont tout perdu.

Notre action sur la Place de la Monnaie est placée sous le signe de ces enfants. Le samedi 22 juin, les enfants occuperont la place de la Monnaie et la transformeront en place de la Solidarité.

Nous avons ramené de Yougoslavie des dessins d'enfants exprimant les traumatismes qu'ils ont vécus. Nos enfants font également des dessins pour les enfants yougoslaves. Ils seront exposés sur un grand mur.

Le minibus que nous achetons pour les enfants yougoslaves leur amènera les jouets et les fournitures scolaires que nous aurons récoltés. Du matériel de bricolage, des jeux, des ballons, des petits vélos. Tout est le bienvenu. Nous voulons que les enfants yougoslaves puissent à nouveau jouer. Nous vendrons également des ballons qui seront lâchés à la fin de la fête. Bienvenue à notre action de solidarité le 22 juin sur la place de la Monnaie à Bruxelles, de 14 à 18 heures.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 29 juin. Entrée libre.
EXPOSITION DE TRAVAIL

L'art du montage de
John Heartfield

15 juin, à 18 h. Entrée libre.
Apéritif Poétique
Géopoésie
Par L'ATELIER DU HERON.

15 juin, de 19h30 à 21 heures.
Atelier de chant - Zchapo
(Chanteurs pour le peuple')

16 juin Entrée: 200F.
à 14 heures au Palais des Beaux-Arts,
rue Ravenstein 23 à Bruxelles.
VISITE DE L'EXPOSITION
L'art en résistance
Peintres allemands
de l'entre-deux-guerres

22 juin, de 13 à 17h30. En français. 90F.
Conférence - Séminaire
L'art comme projectile
politique
John Heartfield,
photomonteur
Lieven SOETE

22 juin, à 18 h. Entrée libre.
Apéritif Poétique
Poésie d'enfants
Séance préparée et présentée par
Denise ENGELS.
Musique: Moustapha BOUSSALA (sax.)

EN BREF

Tchéquie

Communistes et élections bourgeoises

Lors des élections législatives en Bohême, le PC de Bohême et de Moravie (PCBM) a recueilli 10,3 %. Le vice-président du PCBM, Ransdorf, a déclaré que ce résultat, en dessous des attentes, s'explique par le battage médiatique en faveur des sociaux-démocrates et par le manque de fonds. Le PCBM n'a pu dépenser que 7 millions de FB à sa campagne, contre 350 millions pour le Parti Démocratique de Klaus. Le Parti des communistes tchécoslovaques de Miroslav Stepan n'a pu participer aux élections, n'étant pas parvenu à rassembler la somme nécessaire pour la caution. On ne tardera pas à se rendre compte en Europe de l'Est que dans une "démocratie" bourgeoise, on n'arrive pas bien loin sans capital. (Postmark Praha 119, 4 juin 1996)

Centrafrique

Intervention française

«L'Afrique est le seul continent à la mesure de la France», observait, il y a vingt ans, Louis de Guiringaud, ancien ministre des affaires étrangères. «Le seul où elle peut, avec 500 hommes, changer le cours de l'Histoire.» En Centrafrique les 22 et 23 mai, l'impérialisme a plutôt arrêté le cours de l'Histoire, en écrasant la mutinerie d'une partie de l'armée. La France a conclu un accord de défense avec vingt-quatre pays africains. Pour huit d'entre eux, cet accord inclut une assistance militaire. Quelque 8.000 militaires français sont stationnés dans sept Etats africains. (Le Monde, 30 mai 1996)

Tchad

Elections "françaises"

Au Tchad, l'impérialisme français adopte actuellement une autre tactique. Les militaires français ont organisé des élections présidentielles "démocratiques" le 2 juin. «Dans un pays grand comme deux fois et demie la France, sans routes, ce sont les avions du dispositif militaire français "Epervier" qui assurent le transport du matériel électoral et la centralisation des résultats. Paris a pris en charge l'impression des bulletins et des affiches, ainsi que l'équipement des bureaux de vote. Dans un pays sans électricité, 5.700 lampes-tempêtes ont été fournies. Le coût total de l'assistance française aux scrutins est de 8,75 millions de FF.» (Le Monde, 2 juin 1996)

Burundi

Mandat pour la France

Pour mettre fin aux massacres au Burundi, une intervention étrangère est devenue quasi inévitable, affirme le journal NRC-Handelsblad. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Ghali, ainsi que les Etats-Unis, qui imposent leur loi à l'organisation internationale, espèrent que la France fournira les troupes et assumera la direction de l'opération. La France était d'abord réticente, à cause de son accord militaire avec le Burundi. (NRC, 24 mai 1996) Tant qu'à faire, la France a rompu unilatéralement cet accord, le 28 mai. *Le Monde* conclut qu'il est «heureusement peu probable» que la France abandonne l'Afrique à son sort, «car la France et l'Afrique ont, pour longtemps, destins liés». (30 mai 1996) Effectivement, dans la mesure où l'accumulation des richesses par la France est liée à l'accumulation de la misère par l'Afrique.



Le processus "de paix" constitue des atouts politiques et économiques pour Israël et la répression militaire pour les Palestiniens. Cela ne changera pas.

Cauchemar palestinien

Israël seul bénéficiaire du processus "de paix"

En mai 1994, Arafat était accueilli triomphalement à Gaza et Jéricho. Arafat rêvait même d'une bande de Gaza transformée en "Singapour du Moyen-Orient". Deux ans plus tard, le rêve d'Arafat est devenu celui d'Israël et le cauchemar des Palestiniens.

Jan Cools

Le journal français *Le Monde* énumère les raisons pour lesquelles le nouveau premier ministre du Likoud, "Bibi" Nétanyahou, poursuivra le "processus de paix". «Bibi sait bien que le processus d'Oslo a apporté d'extraordinaires avantages à l'Etat juif. Il sait qu'un bon tiers des 20 % de croissance engrangés par Israël ces trois dernières années furent la conséquence directe de l'ouverture politique engagée par Rabin et Pères à l'endroit des

Arabes. Bibi sait que les grands marchés d'Asie ne se seraient jamais ouverts aux produits made in Israël sans l'accord d'Oslo. M. Nétanyahou sait que jamais dans sa brève histoire, Israël n'a reçu autant d'investissements étrangers que depuis la poignée de main Rabin-Arafat du 13 septembre 1993. Israël n'avait qu'une quarantaine de représentations à l'étranger en 1991, il en a aujourd'hui plus de 140.» (1) Dans le domaine des colonies juives également, le Likoud pratiquera la même politique. Il aurait d'ailleurs du

mal à surpasser les socio-démocrates. L'hebdomadaire des colons israéliens, "Nekuda", a calculé que les colons juifs ont bénéficié d'une aide presque deux fois plus importante (460 millions de dollars) durant la période Pères, que durant le gouvernement Likoud (250 millions \$). (2) L'ONG suisse "Terre des Hommes", vient de publier une étude alarmante sur les conditions de vie des enfants palestiniens à Gaza. 41 % des familles de Gaza sont obligées de vendre des objets ménagers et 50 % d'emprunter de l'argent pour se nourrir. Un enfant sur sept est sous-alimenté. (3) Les conditions de vie des Palestiniens se dégradent davantage depuis les accords de "paix".

1. *Le Monde*, 2.6.96. 2. *Middle East International*, 24.5.96. 3. *News from Within*, 4.4.96.

Le PC tchécoslovaque a 75 ans

Il s'était créé suite à la trahison de la social-démocratie

Hilde Meesters

Les communistes tchécoslovaques ont célébré le 75ème anniversaire du Parti communiste tchécoslovaque le 15 mai. Parmi ses successeurs figurent aujourd'hui le PC de Slovaquie et celui de Bohême et de Moravie. Le PC tchécoslovaque a été dissous avant la contre-révolution de velours, durant laquelle le président Vaclav Havel a scindé le pays en Tchéquie et Slovaquie. Dans les deux républiques, cet anniversaire a été célébré par



des meetings, des manifestations et de activités culturelles. De nombreux vétérans sont intervenus de manière frappante,

tirant les leçons de l'histoire. Lors d'un meeting à Prague, le vieil écrivain Jaroslav Matejek a déclaré : «Si nos parents n'ont pas eu peur de la police et si nous n'avons pas été intimidés par la Gestapo, nous ne plierions pas davantage aujourd'hui devant nos nouveaux dirigeants mi-figue, mi-raisin.»

Alors que les sociaux-démocrates constituent à présent la deuxième force politique de la République tchèque, le PC rappelle que c'est précisément à cause de la trahison des leaders

Bienfaits de l'économie de marché

Une mortalité infantile de 23,9 pour mille, une espérance de vie de 66 ans pour les hommes, retour en force de la tuberculose... Dans quel pays du tiers monde sommes-nous ? Certainement pas à Cuba, pays socialiste où la mortalité infantile est inférieure à 10 pour mille. Non, il s'agit d'un des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est, la Roumanie, où la population subit les effets de la restauration de l'économie de marché. Accumulation de richesses pour une minorité, misère croissante et insécurité pour le reste. Le salaire mensuel moyen s'élève à 2.400 FB. Ce qui ne permet pas au Roumain moyen de fréquenter les boutiques de luxe et le McDonalds de l'avenue Magheru à Bucarest. Hormis cette rue commerçante, la capitale offre un aspect de désolation : les conduites d'eau et les égouts sont dans un tel état que la ville, qui compte 2,3 millions d'habitants, consomme deux fois plus d'eau que Paris. Qui ose encore affirmer que le capitalisme est un bienfait pour les Roumains ? (Le Monde, 1 juin 1996)

Bulgarie : chaos économique

La Bulgarie se porte très mal. Les hausses de prix incessantes rendent les denrées inaccessibles. En mai, les produits de base ont d'abord augmenté de 30 %, puis encore de 25 %. L'essence coûte même 80 % plus cher. Le pain et l'essence se font rares. En outre, il y a l'inflation vertigineuse : la valeur de l'argent diminue de 30 % par semaine. Pendant le socialisme, le peuple bulgare bénéficiait de services publics gratuits. L'enseignement et les soins de santé étaient également gratuits. Les prix des denrées alimentaires étaient très réduits... L'économie de marché condamne la population à la mendicité. (Le Monde, 1 juin 1996)

sociaux-démocrates que le PC de Tchécoslovaquie a été créé en 1921. La direction du Parti social-démocrate avait collaboré en 1920 avec les forces répressives de l'Etat pour écraser la force croissante de la base de gauche de son propre parti. La Maison du peuple avait été occupée par la police, ce qui avait provoqué des grèves et des révoltes d'ouvriers. De très nombreux militants sociaux-démocrates ont quitté le parti et 569 d'entre eux ont créé le Parti communiste. (Postmark Praha 116, 21 mai 1996)

Le tableau sera-t-il moins noir peint en vert ?

Dans l'enseignement aussi, l'alternative Ecolo nous prépare de grandes désillusions

«Ecolo est le seul parti qui nous soutient», pensent beaucoup de profs et d'étudiants. C'est oublier un peu vite le PTB. Mais c'est surtout commettre une lourde erreur d'appréciation sur le parti des Verts. A y regarder de plus près, Ecolo ne peut vraiment pas passer pour le "relais politique" du mouvement revendicatif de l'enseignement francophone.

Georges Moreau

Un des acquis majeurs de la grève dans l'enseignement c'est la formidable prise de conscience, chez des dizaines de milliers de professeurs et de jeunes, de la nature de la social-démocratie. Le caractère trompeur et mensonger des promesses du PS est désormais patent pour beaucoup. Ils ont compris, que ce parti est décidément aussi à droite que les autres.

Pour autant, ces gens ne tombent heureusement pas tous dans le piège de l'apolitisme. Pas mal d'enseignants et d'étudiants progressistes sont à la recherche d'une alternative politique. Certains d'entre eux ont déjà tourné leurs yeux vers le PTB. Ils ont été convaincus par la qualité des analyses, le programme, la force organisationnelle et l'engagement personnel des militants de ce parti. Mais beaucoup d'autres sont attirés par ce qui leur semble être une alternative plus crédible : le mouvement Ecolo. Nous craignons que ceux-là n'aillent au devant de nouvelles grandes désillusions.

Les 33 pistes

Prenons l'exemple édifiant des «33 pistes de refinancement» diffusées par Ecolo. (1)

Que réclament les enseignants et les étudiants progressistes ? Le refinancement. Mais pas n'importe comment. Pour tous les gens de gauche, pour tous ceux qui ont exprimé leur colère au 1er mai, le combat du refinancement de l'enseignement doit s'inscrire dans une lutte plus vaste, pour une redistribution plus juste des richesses et des revenus. Moins d'argent pour les rentiers, davantage pour les services publics et l'enseignement. Moins de bénéfices pour les entreprises et les banques, mais une meilleure Sécurité sociale et plus d'emplois. La CGSP a concrétisé cela dans des revendications précises : impôt sur la fortune, relèvement de l'ISOC (impôt des sociétés) à 40 %, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, etc. Pour eux, pour nous, le combat du refinancement est inséparable du combat pour faire payer les riches.

Dans les 33 propositions de refinancement d'Ecolo, on ne retrouve rien de tout cela. La seule piste qui aurait pu être valable — la "révision de la loi de financement des communautés et régions" — est perdue parmi les 32 autres et n'est aucunement développée. On

n'y dit tout simplement pas d'où viendra l'argent. Les auteurs avouent d'ailleurs qu'ils ont «préféré consacrer leur temps à d'autres pistes». Or, ces autres pistes sont, pour la plupart, des propositions d'économies internes à la Communauté française. Souvent, elles impliquent des pertes d'emplois; le fait qu'elles soient intitulées tantôt "synergie", tantôt "rapprochement" ou "restructuration", tantôt encore "rationalisation" ou "réduction de l'écart entre charge organique et charge budgétaire" ne change évidemment rien à l'affaire. Onkelinx fait de même.

Ecolo propose également l'introduction d'un "minerval différé" pour l'enseignement supérieur (un minerval qu'on payerait une fois ses études achevées). Ce n'est qu'une atteinte mal camouflée au principe de gratuité des études.

Misérabilisme et défaitisme

La plupart des pistes d'Ecolo ne sont pas chiffrées. Pourtant, les Verts estiment que l'ensemble de leur plan est capable de rapporter "entre 5 et 17 milliards" (2). Cela veut dire que, dans le meilleur des cas, ce plan peut éviter à la Communauté française de sombrer dans le déficit budgétaire. Dans ces conditions, le "re" de refinancement est pour le moins abusif ! Pour ramener les dépenses publiques belges d'enseignement à leur niveau d'avant Val Duchesse (début des années 80) il faudrait au moins un réinvestissement annuel de 100 milliards (toutes communautés confondues). Cela est possible si on applique le programme défendu par la CGSP ou le plan budgétaire de 500 milliards avancé par le PTB.

Le misérabilisme dans les revendications s'accompagne du défaitisme dans la lutte. Souvenez-vous, c'était en mars dernier. Après plusieurs semaines de manoeuvres en coulisses, Willem Miller sortait ses propositions visant à échanger les pertes d'emplois contre des réductions salariales. Il buta immédiatement sur l'opposition de la majorité des enseignants. Pourtant, dès le lendemain, le député Ecolo Marcel Cheron applaudissait cette "démarche courageuse". «Parce qu'elle cherche une issue à un conflit qui pourrait. Et parce que ce contre-plan sort du discours syndical connu et d'une attitude purement réactive pour rechercher une solution, constructi-



Les enseignants et les étudiants progressistes réclament le refinancement par une redistribution plus juste des richesses. Rien de tout cela dans les 33 propositions de refinancement d'Ecolo. Les auteurs avouent qu'ils ont «préféré consacrer leur temps à d'autres pistes».

ve». (3)

Ainsi, pour ce porte-parole d'Ecolo, l'abandon d'une partie de son salaire pour refinancer la communauté française est une "solution constructive" et une "démarche courageuse". Or, à ce moment-là, la seule démarche réellement courageuse, la seule qui fut porteuse d'une solution, c'était s'engager à fond dans la grève au finish; tout faire pour étendre cette grève vers d'autres secteurs et le nord du pays. La position d'Ecolo était, dans ce contexte une trahison.

Gérer le capitalisme ou le combattre ?

Nous touchons là au fond du problème, à la différence fondamentale entre Ecolo et le PTB. Le PTB est un parti révolutionnaire et un parti de combat. Son action et son programme de revendications s'inscrivent dans une stratégie de lutte pour un changement de société. Le PTB veut renverser les bases capitalistes de la société — la propriété privée des moyens de production — et les remplacer par des bases socialistes. A cette fin il travaille à développer et à unir les luttes sociales; il y soutient les revendications les plus radicales, celles qui entrent le plus directement en opposition avec la nature capitaliste de la société. Ecolo, au contraire, ambitionne de gérer la société existante. Son souci est de chercher "une issue au conflit". Cela le conduit à rejeter tout ce qui est "irréaliste" selon les normes

politiques dominantes; à considérer au contraire comme "constructif" ce qui est acceptable pour les vrais détenteurs du pouvoir que sont les capitalistes.

Autonomie et nationalisme

Pour se conserver une image progressiste, Ecolo fuit dans ses mythes fondateurs : l'écologie comme remède universel et les rêves d'autogestion. Cela conduit par exemple les Verts à préconiser l'autonomie des écoles. «Ecolo considère comme indispensable de transformer chaque établissement scolaire en unité plus autonome...; chaque unité serait subsidiée par une enveloppe financière globale dépendant de critères objectifs» (4). Ecolo fut ainsi le précurseur de positions qui

sont aujourd'hui reprises par le PRL, le PSC et la Kredietbank.

Une telle prise de position est symptomatique de la base sociale petite-bourgeoise du mouvement Ecolo. A défaut d'avoir l'ambition de révolutionner la société, on fuit dans un repli individualiste sur son "environnement immédiat". Et l'autonomie qu'on réclame pour soi ne fera qu'aggraver l'inégalité entre les écoles qu'on prétend combattre.

1. De la résignation à l'imagination, Réflexions et pistes examinées par Ecolo, novembre 1994. 2. Le projet d'Ecolo, Vulgarisation et argumentation de la position d'Ecolo sur le refinancement de la Communauté française, novembre 1995. 3. Le Soir, 22 mars 1996. 4. L'école en vert, Propositions de la commission enseignement d'Ecolo, décembre 1990. 5. Compte rendu analytique CCF 13 mai 1993

Quelle gauche pour quelle école ?

Rencontre-débat organisée par l'Appel pour une Ecole Démocratique (APED) Vendredi 14 juin à 20h, ULB, Institut de sociologie, Avenue Jeanne 44 (Salle Baugniet, rez-de-chaussée), 1050 Bruxelles.

Avec **André Drouart**, Ecolo, député bruxellois et membre du Conseil de la Communauté

française, **Françoise Dupuis**, Parti Socialiste, députée bruxelloise et membre du Conseil de la Communauté française, **Nadine Rosa-Rosso**, secrétaire générale du Parti du Travail de Belgique. **Jean Guy**, rédacteur en chef du journal Le Peuple, présidera la soirée. Entrée 60 F. Gratuit pour étudiants.

«Celui qui ne peut suivre part»

Ensemble nous gagnons, dit le patron de Belgacom, en nous donnant une cravate...

Sous le slogan "Together we win" (Ensemble nous gagnons), les nouveaux managers de Belgacom soumettent le personnel à un véritable lavage de cerveau. Lieu de l'événement : deux palais du Heizel, loués pour une semaine et demie. Coût : plus de 40 millions. Méthode : celle du "Leading Succes People" ou de l'"Eglise de Scientologie". Le personnel était furieux.

Jan Van Goitsenhoven

«Voilà quarante ans que je travaille à la RTT, et subir une chose pareille !», fulmine un homme après une journée de lavage de cerveau. «La folie des grandeurs, c'est ainsi que j'appelle ce bazar ! Dégoûtant. A son ancien travail, Goossens avait la réputation d'être un "sorteur". Dans son speech, il disait : celui qui ne s'adapte pas à la nouvelle organisation du travail peut partir. Eh bien, dans deux ans, Belgacom n'existe plus ! Dix mille licenciements, et le tour est joué.»

«Comme dans un jardin d'enfants», dit une femme d'Ostende. Elle montre le contenu d'un paquet-cadeau : un mètre-ruban "pour mesurer les prestations", un sifflet "pour apprendre à travailler sous le stress" et un cahier de brouillon pour inscrire les progrès individuels. Pour les femmes, une petite couronne en papier doré, pour les hommes, une cravate.

«Un moment donné, tout le monde devait se lever et serrer la main de son voisin. Puis, nous devions nous mettre dos à dos, modifier un détail de notre apparence et nous retourner. Et nous féliciter mutuellement de la manière dont l'autre "était parvenu à améliorer la productivité" !» Beaucoup de gens sont choqués et amers : «J'ai toujours aimé travailler à la RTT, mais maintenant je

suis content d'avoir bientôt terminé.» Mais il y a aussi des gens qui se laissent prendre par le discours de Goossens, qui pensent qu'ils compteront parmi les "gagnants"... Un délégué de Mons raconte : «Lorsque Meunier, patron du "résidentiel" (le nouveau département de Belgacom pour les abonnés ordinaires, ndlr), a fait le clown avec une couronne sur sa tête et un sifflet en bouche, une grande rumeur s'est élevée dans la salle. Son message était : Dès maintenant, le client est roi, chaque travailleur doit apprendre à être le plus convivial possible sous le stress, à avoir toujours le sourire. Mais il était impossible de réagir. La direction syndicale avait uniquement appelé à boycotter la "fête" en n'y venant pas. Mais les dirigeants de l'entreprise savent parfaitement qui y était, qui n'y était pas, il fallait remettre à la sortie son invitation personnelle. Les réactions de la salle étaient filmées et projetées sur écran géant. Alors, faites-vous remarquer dans ces conditions...»

Goossens et Di Rupo liquident 10.000 jobs

Mais quel était la signification centrale de ce lavage de cerveau massif ? Un délégué de Bruxelles explique : «Le service des pensions a déjà reçu comme tâche de



A quand des actions nationales du syndicat contre le stress insupportable et l'insécurité d'emploi à Belgacom ?

calculer les conséquences de départs anticipés. Avec le programme "Team Skills and People", la direction recherche les départements sur- ou sous-occupés. Elle fait presse les travailleurs à suivre des cours de réorientation vers un nouveau job. Celui qui ne s'adapte pas va dans une "cellule d'attente". Ensuite, on négociera avec les syndicats un plan de dégraissage socialement acceptable.

C'est donc le prolongement logique du plan Turbo qui refond l'entreprise dans de nouveaux départements. Beaucoup de gens pensent qu'ils ont droit à la prépension. Cela signifierait une réduction de personnel sans engagements compensatoires. Précisément ce que vise le gouvernement, mais avec un... relèvement de l'âge

de la pension et un calcul moins avantageux de la pension. Nous sommes donc deux fois les dupes. Nous travaillerons plus dur et de manière plus flexible, avec moins de personnel et avec une moins bonne pension en perspective. Au profit de qui ? Goossens dit lui-même que son plan Turbo toilette l'entreprise pour permettre aux managers privés "de conquérir de nouveaux marchés". Où nos enfants trouveront-ils encore du travail ?

Quand on pense que c'est un ministre socialiste, Di Rupo, qui a vendu au privé le service public Belgacom. D'abord ils ont trompé les gens avec des slogans électoraux tels que "Le PS, votre garantie pour l'emploi" et "votre pension". "Le PS nécessaire" ? Pas pour

nous !»

Que faire maintenant ? Un délégué de Namur : «Nous, les syndicalistes, devons nous soutenir partout pour regrouper et diriger l'insatisfaction croissante des travailleurs. Il faut en finir avec l'insécurité d'emploi intolérable et le stress croissant. Nous ne voulons pas de licenciements, tout le monde déborde déjà de travail. Il faut absolument des assemblées du personnel. Et nous devons être solidaires des enseignants qui exigent le refinancement. Leur lutte est aussi orientée contre le Plan d'avenir du gouvernement. Un gouvernement qui projette de vendre au privé sa participation majoritaire dans Belgacom. Participons aux manifestations d'enseignants !»

Le choix : licenciements, austérité ou flexibilité...

Reutlinger remplit les coffres des actionnaires privés de la Sabena

Lucien Materne

Le nouveau directeur de la Sabena, Reutlinger, met tout en oeuvre pour faire passer le Plan Horizon 98. Il laisse aux travailleurs le soin de choisir la corde avec laquelle ils seront pendus : soit une restriction salariale de 15 %, soit 1.700 licenciements, soit plus de flexibilité.

Une économie de trois milliards par an, soit 315.000 francs en moyenne par travailleur.

Ce que Reutlinger appelle "concertation sociale" est en réalité un honteux chantage social. Celui qui refuse la réduction salariale endosse la responsabilité du licenciement de 1.700 personnes. Ainsi, il veut imposer de manière dictatoriale la solidarité dans la misère.

Quel est exactement l'objectif de Reutlinger ? Il ne vise qu'un but : garantir aux actionnaires de Swissair, à partir de 1998, un bénéfice

de 4 % sur le capital investi. Pour les riches, l'horizon 98 est donc prometteur.

Les transparents représentant le nouveau plan comprennent un tableau intéressant qui a suscité la colère de nombreux travailleurs. Il montre combien d'argent Reutlinger compte prendre dans les poches des travailleurs. Il montre également que cet argent volé sera directement transféré aux actionnaires. On demande donc aux travailleurs de se serrer la ceinture pour engraisser les riches.

Reutlinger veut donc prélever chaque année la moitié de l'économie à réaliser sur les salaires des travailleurs. L'autre moitié devrait provenir d'un "meilleur management". Ce tableau illustre clairement à quoi servent les mesures d'austérité imposées aux travailleurs : premièrement, leur faire payer les frais de la crise capitaliste dans le secteur des transports

aériens (en comblant les déficits par des restrictions salariales), deuxièmement garantir les bénéfices des investisseurs privés (bénéfice de 4 % en 1998, de 6 % en 1999 et de 9 % en l'an 2000).

L'entrée de Swissair, phase décisive de la privatisation

L'entrée de Swissair dans le capital de la Sabena en 1995 représentait une phase décisive dans la privatisation. Auparavant, les mesures d'austérité étaient encore

justifiées sous le prétexte de sauver la Sabena comme "entreprise publique". A présent, les sacrifices des travailleurs servent directement à remplir les coffres des actionnaires privés. Le tableau montre que la privatisation d'une entreprise publique entraîne encore davantage de sacrifices pour les travailleurs.

"Avec Swissair, c'est encore pire", disent beaucoup de travailleurs. Un argument qui renforce la revendication de la renationalisation de la Sabena. La direction de Swissair ne poursuit qu'un seul objectif : assouvir la soif de

bénéfices des actionnaires. Sous le capitalisme, c'est inévitable.

Depuis quinze ans, les travailleurs de la Sabena ont été contraints à des sacrifices au profit du grand capital : réductions salariales, flexibilité, privatisation, licenciements de délégués syndicaux récalcitrants, etc.

Les travailleurs ont tout intérêt à ce que la Sabena redevienne une entreprise publique, de manière à mieux protéger les salaires et les conditions de travail.

Il faut renationaliser tout ce qui est aux mains de Swissair et d'autres actionnaires privés. La Sabena doit redevenir une entreprise entièrement publique, sans aucune influence du privé. Toutes les activités liées aux transports aériens doivent revenir à la compagnie aérienne nationale. Nous ne voulons pas d'une société où tout est subordonné aux profits d'une poignée de riches.

Les mesures d'austérité prévues par le Plan Reutlinger (en milliards de FB)

	% bénéfice	Bénéfice prévu pour actionnaires	Réductions salariales pour combler déficit	Total de "l'effort" à fournir
1998	4 %	1,7	3	4,7
1999	6 %	2,5	3,1	5,6
2000	8 %	3,3	3,2	6,7

Les contrats de gestion conduisent droit à la privatisation

Bilan de la loi sur les entreprises publiques

Il y a cinq ans, le 21 mars 1991, le parlement adoptait la loi sur les entreprises publiques. Un rempart contre la vague de privatisations brutales comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ? C'est ce que le PS a voulu nous faire croire.

Toni Pirard

La réalité est totalement différente. Les exemples sont éloquentes. La CGER est contrôlée à 49 % par la compagnie d'assurance Fortis. Belgacom est contrôlée dans la même proportion par Ameritech, un consortium de géants de l'électronique. Postchèque, section rentable de La Poste, est devenue une banque contrôlée par son actionnaire principal, la Générale. Cette privatisation résulte-t-elle d'une mauvaise interprétation de la loi, comme l'affirment les directions syndicales ? Ou le mal réside-t-il dans la loi elle-même ?

Générale de Banque : "bien préparer les privatisations"

Comment expliquer la rage avec laquelle le grand capital se jette sur le secteur public ? Réponse dans la crise générale du capitalisme. Les mesures d'austérité qui s'accumulent depuis des années ont gravement entamé le pouvoir d'achat de la population. Les patrons ont toujours plus de mal à vendre leurs produits et cherchent fiévreusement de nouvelles sources de bénéfices. Les marchés des entreprises publiques sont dès lors un soulagement. Des joyaux comme la CGER et Belgacom sont tombés tels quels dans l'escarcelle du grand capital. Mais pour les entreprises comme la SNCB, la privatisation est moins évidente. A leur égard, la Générale de Banque a une stratégie claire : «Une privatisation se prépare avec soin. Des restructurations préalables sont nécessaires. Il faut adapter le cadre juridique et assainir la structure financière. L'entreprise publique doit être préparée pour fonctionner dans l'économie de marché et faire face à la concurrence. L'introduction d'un nouveau statut du personnel, avec ses implications sur les

pensions, s'impose souvent. Enfin, il faut nécessairement harmoniser les règles comptables par rapport aux normes qui s'appliquent aux sociétés.» (1)

La loi du 21 mars 1991 ne répond-elle pas exactement aux souhaits du grand capital ? Reprenons-en les points essentiels. Chaque entreprise publique est dorénavant obligée de distinguer ses activités publiques et commerciales. Pour la SNCB, seuls le réseau intérieur de transport des voyageurs et les infrastructures sont considérés comme relevant de l'utilité publique. Pour Belgacom, c'est l'installation du téléphone et la livraison du premier appareil. Pour La Poste, c'est la distribution du courrier et le paiement des pensions. Toutes les autres activités sont considérées comme commerciales. L'entreprise publique devra dès lors les exploiter de manière "rentable", sans subvention de l'Etat. Ce principe ouvre la voie à la privatisation. La loi délimite clairement les segments du marché (TGV, GSM, banque de La Poste) que le privé convoite depuis des années. La loi permet ensuite au capital privé d'acquérir 49 % des participations et même jusqu'à 75 % dans les filiales. Les statuts du personnel doivent être adaptés aux contraintes de la concurrence.

Avec la bénédiction du parti socialiste

Le PS et le SP, notamment Moureaux et Claes, ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration et l'adoption de la loi du 21 mars 1991. Ils affirmaient construire un grand rempart contre les privatisations. La loi assurerait la compétitivité des entreprises publiques tout en améliorant le service au public. (2) Le fait que l'Etat conservait 51 % des participations était présenté comme une grande victoire. Mais le patronat et la FEB déclaraient sans ambages : «Les



privatisations contribuent tant à assainir le budget de l'Etat qu'à dynamiser l'économie... La loi du 21 mars 1991 sur les entreprises publiques doit nécessairement être affinée. Là où la loi soumet la participation du capital privé à certaines règles, ces limitations doivent être supprimées.» (3)

Lors du contrôle budgétaire de mars 1993, le PS et le SP ont approuvé effectivement l'adaptation de la loi, abandonnant le principe de la participation majoritaire de 50 % et supprimant celui de la minorité de blocage pour les filiales. Dorénavant, toutes les vannes étaient ouvertes et les socialistes ont accepté d'abord la vente au privé de 70 milliards de participations publiques et par la suite de 140 milliards.

La politique de privation, poursuivie par Moureaux et Claes sur le plan national, trouve son corollaire au niveau européen : le socialiste Van Miert a élaboré la directive 440 de juillet 1991. Cette directive opère la séparation définitive entre l'exploitation et l'infrastructure des compagnies ferroviaires européennes. L'exploitation des chemins de fer devra s'ouvrir aux sociétés de transport privées.

Tobback, Spitaels et Di Rupo ont contribué à imposer aux entreprises publiques le carcan budgétaire de la loi du 21 mars 1991. Ainsi, la subvention de l'Etat à la SNCB est limitée à 36,2 milliards par an. Une perte de 21 milliards par an, comparé aux normes de 1981. Cette enveloppe budgétaire obli-

ge la direction de la SNCB à limiter ses dépenses au détriment du personnel et des usagers. De 1993 à 2005, il faudra supprimer 11.000 emplois. Une cinquantaine de gares ont été fermées depuis 1993, les fréquences ont été réduites de 20 % durant les week-ends et les tarifs ne cessent d'augmenter. Selon le contrat de gestion, la SNCB peut limiter le

nombre des trains à huit par jour sur les lignes secondaires. Ainsi, le parti socialiste contribue à démanteler le transport public.

1. Générale de Banque, bulletin n° 341, juillet-août 1993. 2. Exposé des motifs de la loi du 21 mars 1991. 3. De Morgen, 27 mai 1992.

ABX : un modèle pour les "business units"

Suite à la loi du 21 mars 1991, la SNCB, La Poste et Belgacom préparent l'introduction de "business units". Le plan Horizon 2005 de la SNCB les mentionne explicitement. ABX, le service des colis filialisé en 1992, offre une image de ce qui attend le reste de la SNCB. Que s'est-il passé exactement à ABX ? Sur les 2.300 travailleurs, 1.600 ont dû partir. Ils ont été placés dans un pool ou transférés vers d'autres services de la SNCB. 700 sont restés après sélection. Ceux-ci ont dû sacrifier 13 jours de congé de compensation. On leur a imposé le travail à temps partiel (avec, par exemple, des horaires de 3 heures à 8 heures du matin !) et une partie de leur salaire est déterminée en fonction de la productivité individuelle et collective. Les congés

et les jours de repos sont subordonnés aux contraintes de la production. Ces mauvaises conditions de travail ont depuis lors incité 500 des 700 statutaires à se faire transférer vers d'autres services. Aujourd'hui, ABX emploie essentiellement des contractuels et des intérimaires, mal payés et superflexibles. Un véritable travail syndical y est quasi impossible. ABX, qui a hérité du know-how (1) de la SNCB et reçu de la société mère un nouveau centre de triage hypermoderne (1,1 milliard), évolue de plus en plus vers une société privée indépendante.

1. Jusqu'en 1992, la SNCB contrôlait 25 % du marché de la distribution des colis. Elle avait donc acquis une grande expérience en la matière.

Améliorer la loi ou la supprimer ?

Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la grève générale de 24 heures de l'ensemble du secteur public, le 16 novembre 1994, les directions des deux syndicats exigeaient une application effective et complète de la loi du 21 mars 1991. Selon eux, les contrats de gestion ne devaient pas uniquement répondre aux contraintes budgétaires de l'Etat, mais égale-

ment tenir compte des besoins de la population. L'apport du secteur privé devait être limité à 49 % et sa participation n'aurait été autorisée que dans la mesure où elle renforçait la position de l'entreprise publique et son service à la population. L'Etat devait accorder à la direction — dans le cadre d'une gestion autonome — le temps et les moyens nécessaires au

développement de l'entreprise. Mais en réalité, les besoins de la population et l'amélioration du service au public sont incompatibles avec le concept même du contrat de gestion. La loi du 21 mars 1991, faite sur mesure pour le grand capital, poursuit un double objectif. 1° Réduire de manière drastique les subsides de l'Etat aux entreprises publiques, ce qui ne

peut résulter qu'en une détérioration du service rendu au public. 2° Ouvrir la voie à une privatisation partielle ou totale. Le capital privé n'investira jamais dans une entreprise publique pour améliorer le service. Le capital ne connaît que la sacro-sainte loi du bénéfice. Le personnel et les usagers payeront toujours les frais de la privatisation.

Pour toutes ces raisons, le PTB exige le retrait total de la loi du 21 mars 1991, ainsi que la suppression des contrats de gestion et des plans d'entreprise. L'Etat doit fournir aux entreprises publiques les moyens financiers nécessaires pour qu'elles puissent assumer leur tâche de service public. Ces moyens financiers doivent provenir des riches.



Chaque Solidaire vendu : une victoire sur Onkelinx !

Vendre 500 numéros spécial-jeunes, un défi pour tous !

Le Solidaire special-jeunes sorti la semaine passée a suscité l'enthousiasme. Le graphisme, le contenu des articles, les dessins ont beaucoup de succès. Il ne nous reste plus qu'à le vendre massivement.

Gilles Martin

Trente-cinq personnes ont participé à son élaboration. Une véritable dynamique. C'est pourquoi nous voulons diffuser massivement ce journal parmi la jeunesse. Rebelle veut en vendre 500. C'est effectivement beaucoup. Ce journal nous donne des arguments pour continuer la lutte. Il représente une véritable synthèse de toutes les expériences acquises lors de cette lutte exceptionnelle.

Vendredi matin, en route vers l'école Charles Janssens de Bruxelles, où nous voulons vendre le journal. «T'es fou mon vioche, cela va être la galère devant la porte de l'école !», me dit dans le métro un jeune de Rebelle. Il craint la direction et les quelques personnes opposées au PTB.

Je prend mon courage à deux mains : «Je peux vous présenter le

journal Solidaire spécial jeune... Vous trouverez tous ce qu'on n'a pas appris à l'école et qu'on a appris dans le mouvement.» Je présente la page sur les flics, sur les faces cachées du PS. Je parcours le journal devant la personne. La mise en page, les dessins attirent le regard. La plupart des jeunes sont ouverts et la direction ne montre pas le bout de son nez. En moins d'une demi-heure, onze journaux sont vendus. Ce qui permet aussi quelques discussions approfondies. A l'école Jacquain de Bruxelles, Riet en a vendu quinze ! Le Solidaire ne reste pas devant la porte de l'école : de nombreux jeunes le vendent à l'intérieur. Nous voulons généraliser ces ventes à Bruxelles, Charleroi et Liège. Joaquim, 15 ans, en a déjà vendu quatre. «Ce journal est primordial pour informer et mobiliser les jeunes, explique-t-il. A part



Vous allez peut-être rencontrer Gilles Martin ou un autre jeune de Rebelle qui vous proposera le numéro spécial jeunes. A ne pas manquer !

les médias bourgeois, les gens n'ont aucune autre source d'information. Les jeunes sont aujourd'hui plus intéressés et plus ouverts pour acheter Solidaire. Ils le lisent, le critiquent et posent des questions, sur le socialisme par exemple.»

Après quatre mois de lutte, le gouvernement essaye de nous faire

croire que cela ne sert à rien. Notre journal a formidablement montré tout ce que le mouvement nous a apporté. Il veut encourager les jeunes et les féliciter. Il est fondamental de diffuser des centaines de journaux. La lutte va se prolonger. Le gouvernement a déjà annoncé des mesures budgétaires jusqu'en 2013. Ce système ne peut

nous offrir un avenir décent. C'est pourquoi notre lutte ne peut pas s'arrêter. Le journal donne de la force et des arguments. Chaque journal vendu est une victoire sur Onkelinx et le capitalisme. Il faut oser diffuser les idées communistes à une époque où les jeunes rompent avec le PS. Vendre le journal, c'est donner des perspectives aux jeunes. C'est dire : oui il y a une alternative. Chaque journal est une arme contre le pessimisme, pour le vrai socialisme. Enfin, Solidaire prouve aux jeunes qu'ils ne sont pas seuls. Partout des luttes s'enclenchent en Belgique, mais aussi dans le monde entier. Le journal est une ouverture unique sur le monde. Il est le ciment entre toutes ces luttes.

Alors, organisons des plans de vente. Tu n'as jamais vendu ? Fais un pari avec toi-même : pendant le mois de juin tu en vends 5 ou plus ! Ose, le temps travaille pour nous. Les gens sont ouverts à nos idées. Il faut oser diffuser notre alternative. Ici dans Rebelle, chacun se soutient : tu le sais, tu peux compter sur nous ! Les jeunes nous attendent ! Nous ne pouvons pas les décevoir.

«Nous ne sommes pas cons»

«Pas de raison de reprendre la grève en septembre», dit Onkelinx. Vraiment ?

Bruno

Devant la porte de l'école, nous proposons le Solidaire spécial-jeunes et nous discutons avec les jeunes de la suite du mouvement. Onkelinx et Cie déclarent que «tout est réglé. Pas de raison de reprendre la grève en septembre.» «Nous ne sommes pas cons, nous dit Rudy de l'école Jacquain de Bruxelles. Nous voyons bien que c'est une manoeuvre d'Onkelinx,

pour nous décourager. Ca ne marchera pas !»

A Janssens, Judith me dit : «Si on arrête maintenant, on n'a rien gagné.» Effectivement, toutes les mesures de son décret sont appliquées. «Moi, je suis les langues modernes depuis deux ans, explique Ventiane. L'année prochaine, nous ne pourrions plus choisir l'espagnol. Chez nous, neuf profs doivent partir. Même si les profs sont en pré-pension (licencie-

ment caché), nous aurons toujours 3.000 profs en moins. Il y a donc moins de profs. Dans le journal jeunes, l'éditorial nous explique que c'est loin d'être fini. Le gouvernement nous annonce des mesures d'austérité jusque l'an 2013. Crise pour nous, prospérité pour les patrons.»

Arrêter la lutte maintenant ? Pas question. Nous continuerons jusqu'en 2013 ! Tout le monde attend septembre, car c'est le moment de

reprendre et d'élargir le mouvement, avec le supérieur, avec les ouvriers. Onkelinx a peur de cela. Elle essaye déjà de casser cette grève. Son confrère d'austérité, Grafé, confirme : «Il n'y aura pas besoin de faire la grève en septembre.» (La Lanterne, 6.6.96) Nous sentirons les conséquences du décret Onkelinx en septembre 96. Les élèves et les profs seront doublement en rage.

Les profs et les élèves sont

maintenant occupés avec les examens. Dès la mi-avril, Onkelinx a fait pression pour instaurer des examens, via l'homologation, les directions, les parents, etc. Aujourd'hui, elle attaque à nouveau, car nous sommes plus faibles, moins mobilisés à cause de examens. Mais nous voulons continuer des actions hebdomadaires et nous serons de nouveau là, motivés, dans la rue, le premier septembre.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Les égoïstes, c'est pas nous

A Cockerill Sambre, nous avons refusé une deuxième fois le chantage à l'emploi. Les responsables syndicaux disent ne pas comprendre. Dario Delzotto, délégué principal a déclaré à RTL : «Ce n'est pas un problème d'argent, mais de principe. De plus en plus, l'égoïsme monte chez les travailleurs, c'est difficile de de-

mander des efforts aux travailleurs». Les responsables syndicaux continuent à s'enfoncer. A RTL, ils ont félicité les 33,3 % qui ont voté oui au lieu de s'adresser à la majorité. Qui peut taxer les travailleurs d'égoïstes, à part le PS et une certaine bourgeoisie ? Et quand Gandois sort un plan catastrophe pour la sidérurgie wallonne, le jour même du résultat du référendum, annonçant 2000 pertes d'emplois pour le groupe Cockerill Sambre, 1300 à Boël et aussi 1300 aux Forges de Clabecq. C'est cela l'égoïsme capitaliste : qui veut-on berner ? Si aujourd'hui à Cockerill Sambre on veut embaucher 46 jeunes, malgré les 2000 pertes d'emplois prévues par Gandois, c'est uniquement parce que le patron

en a besoin. Certains services comme l'aciérie et le four à coke sont tellement sous-équipés que les travailleurs ont des centaines d'heures à récupérer. De plus, la direction compte faire de ces 46 jeunes des polyvalents exemplaires. Et en augmentant la productivité dans les faits, elle prépare les licenciements de demain. Elle ne veut pas réduire nos salaires pour combattre le chômage, mais se servir du chômage pour combattre nos salaires. Nous avons dit non à ce chantage odieux. Je parle au nom de la majorité des travailleurs. Tous le disent : les égoïstes, c'est pas nous. La direction a du culot de nous demander de payer pour l'embauche des jeunes, alors qu'elle a fait plus de 3 milliards de bénéfices en 1995. Dans une lettre au personnel, le directeur Mossay écrit qu'il est prêt à perdre 2 % de son salaire. Mais il n'y a aucun lien entre son salaire et le nôtre. Nous ne comprenons pas pourquoi les responsables syndicaux s'acharnent contre nous. Nous sommes pour l'embauche des jeunes, mais ce n'est pas à nous de payer. On n'a qu'à nous rendre nos 35 heures, il n'y aura plus de problème. Nous sommes solidaires de toute la classe ouvrière, nous avons montré le chemin à suivre.

Le résultat du référendum n'était pas encore froid, que les travailleurs de Glaverbel Moustier se déclaraient en grève parce que le patron veut diminuer les heures de travail pour embaucher des jeunes stagiaires. Nous avons donné l'exemple et montré ainsi notre solidarité avec des milliers d'ouvriers et de délégués qui veulent lutter contre cette classe capitaliste rapace, qui n'en a jamais assez. Pour les jeunes, il suffit du retour immédiat aux 35 heures, sans perte de salaire et avec embauche. Nous voulons faire changer d'idée les syndicats. Nous en avons besoin pour organiser la lutte. Qu'ils se rappellent que nous sommes revenus aux 37 heures pour "aider" Cockerill Sambre à sortir du rouge. Si la direction offrait 24,90 F à la place de 25,60 F par action privilégiée (0,70 F de différence), Cockerill Sambre trouverait 48 mil-

lions nécessaires à l'embauche des jeunes.

Ernesto

Petite histoire...

Sur le bateau wallon, dans les salons d'apparat, la foule des dames élégantes et des messieurs distingués danse et virevolte au son de la musique d'un excellent orchestre. Les rivières de diamant brillent de mille feux sous l'éclairage d'or, des lampes halogènes. Le champagne coule à flots pour faire passer le caviar Beluga. Le commandant Collignon rassure tout ce monde en disant que tout va bien, le bateau wallon vogue seul, fier et indépendant. «Ce sera dur, mais on y arrivera», dit-il en manquant de s'étouffer en avalant un petit four. Mais dehors, sur le pont, la lumière des salons est vite absorbée par le brouillard noir de la crise.

On ne distingue que le bout de la proue où est inscrit le nom du bateau : Titanic.

Freddy Visconti
Charleroi

Vive les PME, créatrices d'accidents...

J'avais déjà reçu cinq contrats temporaires d'un mois chacun, non consécutifs chez le même petit patron. Un jour d'avril, il a téléphoné chez mes parents pour me demander d'effectuer une réparation sur toiture. Comme j'étais sans revenu et qu'il me promettait un contrat plus stable, j'ai accepté. Les autres ouvriers avaient tous refusé de monter sur le toit. A peine arrivé au-dessus du hangar, la toiture s'est effondrée. Je suis tombé de cinq mètres de haut. J'ai perdu connaissance. Le patron me disait de me relever et d'arrêter de faire la comédie, il refusait de m'apporter assistance. Même les ouvriers n'osaient pas me donner une couverture. Il fut contraint de m'embarquer à l'hô-

pital, mais a refusé d'appeler une ambulance, bien que ma main pendait et que j'avais de violentes douleurs dans l'abdomen... J'avais une double fracture du bassin. Après cela, le patron n'a pas voulu faire de déclaration d'accident de travail et m'a conseillé vivement de dire que j'étais tombé d'un arbre dans mon jardin.

B. B.
Mons

Elections en Israël...

Les Palestiniens les ont attendues dans l'indifférence, choux vert et vert choux, et un calme souverain. Mais on entendait souvent «avec Bibi, les choses seront plus claires». On avait un peu l'impression que l'on sortirait d'un certain marasme si le Likoud gagnait. Après les élections, les Palestiniens sont en général contents du résultat. Ouf, nous pouvons de nouveau exprimer que nous sommes contre Israël sans mettre en danger sa propre sécurité face à la répression de l'Autorité palestinienne. Ceci est surtout manifeste pour les personnes adhérant au "réalisme positif" du People's Party (parti issu du PC palestinien) par exemple. Ceux qui se sentaient obligés de coopérer avec les autorités palestiniennes peuvent à nouveau dire que cela ne va pas. Quant aux autres, ils ont pris très vite position. Hamas a dit que c'est une déclaration de guerre pour les Palestiniens et profère des menaces à l'encontre du nouveau pouvoir israélien. Le Front Démocratique et le Front Populaire pour la Libération de la Palestine ont fait appel à la reprise de l'opposition armée. Le People's Party se tait. Je crois que c'est au sein d'Israël que le bouleversement est le plus grand. La police israélienne se déploie sur les routes pour arrêter les voitures, les contrôles se sont intensifiés.

Léa Mathy, en Palestine pour
Médecine pour le Tiers Monde

In memoriam Pol Tyberghein

Pol Tyberghein est décédé subitement le 1 juin à l'âge de 61 ans. Les soucis et la maladie ont assombri ses dernières années... Il a pourtant continué à contribuer au progrès du parti, qu'il a tant pu.

Pol, ce que nous retiendrons surtout, c'est ta connaissance des acquis du socialisme dans les pays de l'Est. Tu étais fermement convaincu que le socialisme reviendra. Conviction renforcée par ta visite à Cuba. Ta collaboration à la traduction de livres importants a directement soulevé des débats : tu avais adhéré au PCB. Le livre qui donnait une tout autre vue sur la vie et l'oeuvre de Staline t'enthousiasmait. Tu savais comment les médias bourgeois falsifient la réalité pour protéger le capitalisme.

Avec la guerre du Golfe, un nouvel ordre mondial s'est annoncé. Tu a alors décidé de lire davantage les points de vue du PTB. On te voyait régulièrement à la maison du parti. Tu aimais travailler au service d'envoi de Solidaire. «Avec ce simple travail manuel, nous emballons chaque semaine un journal qui répand la vérité partout dans le pays et le monde», disais-tu. Au centre de documentation, tu as trouvé un trésor de matériel, tu y donnais ton apport et tes propositions multiples... Les finances du parti te prenaient à coeur. Nous avons utilisé dans tout le pays ta lettre d'appel pour soutenir le parti pendant la campagne électorale.

Pol, chacun de nous continuera ton travail et ce sera le plus bel hommage que nous pourrions te donner.

Roos Van Droogenbroek
Vilvorde



PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde.

Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste.

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.

001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1139

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

L'art comme projectile politique

John Heartfield dans Études Marxistes et au Centre International

«John Heartfield (1891-1968) est un des grands artistes communistes qui a voulu utiliser ses connaissances professionnelles pour contribuer à la transformation de la société. Il est l'inventeur du photomontage et a développé sur ce terrain une méthode et un style nouveaux, révolutionnaires qui ont fait de cette forme artistique une arme de classe redoutable.»

Annelise Arcq

C'est ainsi que Lieven Soete, directeur du Centre International, introduit un article bien documenté dans le numéro d'avril de la revue Études Marxistes. Il poursuit : «Dadaïste, Heartfield s'est insurgé contre la folie de la Première Guerre mondiale. Spartakiste, il s'est dressé contre l'empire germanique et la République de Weimar vermoulue. Antifasciste, il a disséqué comme un chirurgien la montée rapide du fascisme. Communiste, il a contribué à l'élaboration de l'expérience socialiste en RDA.»

La Première Guerre mondiale, choc et point de rupture

Lieven Soete indique en quoi la Première Guerre mondiale occupe une place déterminante dans l'histoire de l'art, comme dans l'histoire politique de l'Europe. Les artistes eux aussi doivent choisir leur camp : pour ou contre cette boucherie impérialiste. Chose intéressante : dans le même numéro d'Études Marxistes paraît par ailleurs un article de Ludo Martens, "La Première Guerre



John Heartfield, photomontage, page de titre de "The USSR in construction", n° 9 de 1931. Heartfield crée une nouvelle photo. C'est littéralement l'ombre de Lénine qui plane au-dessus de cette nouvelle ville. Le réalisme est créé en y ajoutant les ailes d'un avion de sorte qu'il devient plus plausible que Lénine flotte là-haut dans les airs.

mondiale, la révolution d'Octobre et les socialistes belges".

A la fin de la guerre, en octobre 1917, les bolcheviks commencent à construire en Russie le premier État ouvrier et paysan sur les ruines de l'ordre ancien. Pour les artistes, la ligne de rupture devient plus claire encore. John Heartfield décide de mettre son art au service direct de la révolution. Ce n'est pas évident. Heartfield, son frère Wieland Herzfelde et leur ami George Grosz sont les figures de proue du mouvement dadaïste berlinois. Le dadaïsme est, dans le monde entier, le dénominateur commun des artistes révoltés. Mais révolte ne signifie pas automatiquement perspective de gauche ou révolutionnaire, ni engagement.

Le choix politique de Heartfield implique aussi qu'il opte pour une forme artistique directement utilisable comme arme d'agitation et de propagande (en abrégé : agitprop). Il range palette et pinceaux — il était peintre — et opte pour la photographie et le photomontage, une nouvelle forme artistique qu'il découvre en concevant des couvertures de livres. Dès la fin des années 20, il réalise, pour le journal ouvrier populaire AIZ, des photomontages qui resteront célèbres.

Discussions en Union soviétique

En avril 1931, John Heartfield se rend en Union soviétique où il restera un an. En février 1931, le comité central du PCUS avait approuvé une résolution sur l'agitation graphique et la propagande. Des discussions passionnées s'engagent. Quel est le rapport entre le contenu et la forme ? L'art de l'agit-prop doit-il surtout propager les mots d'ordre ou doit-il en premier lieu contribuer à découvrir et à comprendre la réalité ? Les photomontages de Heartfield sont au centre de l'intérêt et de la discussion. De novembre 1931 à janvier 1932, une exposition des œuvres de Heartfield est organisée à Moscou. Le style photo-réaliste de Heartfield, sa méthode pour inciter les gens à réfléchir via la technique du montage sont de plus en plus présentés en exemple en Union soviétique. Le style des principaux



Gustave Kloutsis, projet d'affiche, 1927, "Lénine et la construction socialiste". A comparer avec le thème similaire développé par Heartfield. C'est un photomontage typiquement constructiviste. Le haut fourneau placé en diagonale est le motif central. Lénine est littéralement "collé" quelque part au-dessus. La force de l'affiche réside dans la dynamique de la composition.

Visite : peintres allemands dans l'entre-deux-guerres

Dimanche 16 juin, le Centre International organise une visite, guidée par Lieven Soete, à l'exposition "L'art en résistance. Peintres allemands dans l'entre-deux-guerres" au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, rue Ravenstein 23 (tout près de la Gare centrale). Rendez-vous à 14 heures dans le hall d'entrée : 200 francs. Deux cents tableaux et dessins de la collection privée Fishman offrent une vision rétrospective de l'expressionnisme et du néo-réalisme allemand, connu sous

le nom de "Neue Sachlichkeit". Avec des œuvres de Max Beckmann, Otto Dix, George Grosz, Rudolf Schlichter, Bruno Voigt ainsi que Frans Masereel. Une chronique de l'Allemagne de la république de Weimar et du nazisme apocalyptique. Une occasion unique de situer dans son cadre historique cohérent les conceptions militantes et artistiques de John Heartfield pour les apprécier à leur juste valeur. (L'exposition est ouverte jusqu'au 8 septembre.)

Exposition et conférences

Pour illustrer et étoffer davantage l'article d'Études Marxistes (qui publie 14 illustrations), Lieven Soete a réalisé avec un groupe de travail du Centre International une exposition sur John Heartfield. Il s'agit d'une exposition de travail, ce qui signifie qu'on continue à y travailler. De nouveaux documents et illustrations sont ajoutés. Artistes et graphistes sont invités à se lancer dans l'application de l'art du montage de Heartfield à notre actualité. L'exposition est ouverte du

mardi au samedi, de 12 à 18 heures, jusqu'au 29 juin. Si vous souhaitez y collaborer activement, prenez contact avec le Centre International, bd M.Lemonnier 171 à 1000 Bruxelles. 02/513.79.41. Le vendredi 14 juin à 20 heures, Lieven Soete donne un exposé au Centre International en néerlandais sur base de son article. Bien entendu, la discussion sera ouverte. Samedi 22 juin, à 13 heures le même exposé aura lieu en français.

créatifs soviétiques Gustav Kloutsis, Alexander Rodtschenko et El Lissitzky, était le résultat des expériences constructivistes. Pour eux, ce qui compte dans une affiche ou une illustration, c'est qu'elle dégage immédiatement, par sa composition et l'usage des couleurs, de l'enthousiasme pour le socialisme. Ils recourent aussi au photomontage, mais représentent surtout les nouvelles usines et des machines, les résultats du Premier Plan quinquennal lancé en 1928. Heartfield, qui travaille presque exclusivement sur base de photos

en noir et blanc, cherche en premier lieu un langage des formes pour attirer l'attention et la fixer, afin de contraindre celui qui regarde à réfléchir au message. Walter Benjamin a qualifié l'art du montage de «projectile. Il touche le lecteur. Il l'embarrasse.» **Vous pouvez commander le numéro d'avril** d'Études Marxistes, dans lequel est paru l'article sur Heartfield (p. 63 à 93) à l'Institut d'Études Marxistes, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, tél. 02/513.76.73. 200 francs le numéro.